

Jeune de Liso

étranger

LA RENCONTRE DU 5 SEPTEMBRE A CAMP DAVID

M. Sadate : une nouvelle page dans la recherche de la paix

M. Jimmy Carter, le président Sadate, et le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, se rencontreront le 5 septembre à Camp David près de Washington, a annoncé mardi 8 août le porte-parole de la Maison Blanche, M. Jody Powell.

Ce sommet sur le Proche-Orient, le premier du genre, a été décidé à l'initiative du président Carter, à côté de M. Powell. Il sera consacré à la recherche « d'un cadre pour la paix » dans la région.

M. Jody Powell a ajouté qu'aucune durée n'a encore été fixée pour le sommet. Il a indiqué que le président Sadate et M. Begin avaient accepté la proposition de M. Carter, parce qu'ils estiment qu'il « n'y a pas de tâche plus importante que la recherche de la paix ».

Un haut fonctionnaire américain, de son côté, indique que l'initiative américaine a été prise parce que les Etats-Unis « s'acquiescent du réajustement du mouvement vers le paix au Proche-Orient ». Face à cette situation marquée par une aggravation des polémiques, M. Carter a estimé qu'il était souhaitable de réunir les deux parties.

Selon le haut fonctionnaire, Washington estime que le sommet permettra de rétablir le contact personnel entre MM. Sadate et Begin et contribuera à éliminer les obstacles qui se dressent sur le chemin de la paix. Les participants au sommet seront accompagnés chacun d'une petite délégation.

Alexandrie, lors d'une conférence de presse qu'il a donnée en compagnie de M. Cyrus Vance, à l'issue d'un dernier tête-à-tête mardi à Alexandrie avec le secrétaire d'Etat américain, le président Sadate a qualifié la réunion de Camp David, le 5 septembre, de « nouvelle page dans la recherche de la paix au Proche-Orient ».

Répondant à une question sur ce qui l'avait amené à changer d'attitude après son refus de reprendre les

contacts directs avec Israël et rien de nouveau venait de Jérusalem. M. Sadate a déclaré : « Après avoir lu le message du président Carter, j'ai décidé d'aller à Camp David pour le même but que celui mentionné aujourd'hui dans la déclaration du président américain : observer un cadre pour la paix ».

Le chef de l'Etat égyptien a précisé que tout ce qu'il avait demandé au président Carter, c'est que les Etats-Unis « jouent le rôle d'un partenaire à part entière ».

M. Vance a déclaré, pour sa part, que les Etats-Unis étaient « disposés à jouer ce rôle de partenaire à part entière et s'efforceront d'éliminer tous les obstacles et de préparer le voie à la paix ».

« La base à partir de laquelle nous procéderons pour parvenir à la paix se situe dans le cadre de la résolution 242 (du Conseil de sécurité) », a-t-il ajouté.

Interrogé sur ses sentiments quant aux chances de succès de cette relance des négociations, le président Sadate a rappelé qu'il était toujours « optimiste de nature ». Mais il a conclu en disant qu'« il ne fallait pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué ».

Dans le milieu proche de la délégation égyptienne à Alexandrie on précise que la guerre d'Espagne avait été à l'origine de la guerre de six jours, en 1967, qu'il n'avait pas voulu, mais que le dénouement de cette guerre est mort avec Nasser, même si Kadafi continue d'entretenir la vision d'un monde réconcilié arraché au matérialisme par l'islam et par la révolution. Quelle que soit sa popularité auprès de beaucoup de jeunes arabes, quelle que soit l'autorité que lui procurent les revenus de son pétrole, il n'a pas, en la place de Nasser, les candidats à l'hégémonie sont plus modestes et lui donnent une base plus régionale.

En va au alud du président Boudjedja et du roi Hassan, pour le Maghreb, ce qui ne contribue pas peu à expliquer le conflit du Sahara. Au Proche-Orient, Sadate lui-même se sent beaucoup plus égyptien qu'arabe et son but essentiel est de parvenir à un pacte avec Israël, tout en sachant que celle-ci n'a de chances d'être durable que si elle apporte une solution à l'ensemble des problèmes de la région, et pour commencer au problème palestinien.

Le principal candidat à l'hégémonie, dans cette région, c'est le président Assad de Syrie. Son but ultime est de parvenir à un pacte avec Israël, ce qui n'est pas prouvé, la paix avec Israël, mais il entend, avant de la négocier, mettre dans ses mains les outils qui manquent à Sadate. Et si celui-ci

Surmonter la malédiction

(Suite de la première page.)

Marchant de succès en succès : Bandoud, la décolonisation, l'échec franco-anglais à Suez, le barrage d'Assouan, il croit un moment pouvoir aller plus loin encore et faire de l'Egypte, le plus peuplé des pays arabes, l'Etat commun de l'Arabisme, de l'Islam, de l'Afrique et du tiers-monde.

La fusion de l'Egypte et de la Syrie au sein d'une « République arabe unie », en 1958, marque l'apogée de ce rêve. Mais le pays est trop pauvre et, tous égards, insuffisamment développé, pour supporter une pareille ambition. Il va de soi qu'Israël fera tout pour empêcher le succès d'une entreprise qui, si elle aboutit, a toutes chances de mener à son extinction. Les Etats-Unis ne peuvent, de leur côté, laisser une puissance hostile établir son contrôle sur une région d'où ils tirent une grande partie de leurs approvisionnements en pétrole.

Quant à l'U.R.S.S., si elle appuie le rattachement par Khourouchev en personne « héros de l'Union soviétique », elle ne peut faire la guerre à sa place ou à ses côtés sans se heurter aux Etats-Unis eux-mêmes, ce qui est hors de question.

Son intervention malheureuse dans la guerre civile du Yémen, en 1965, fut à Nasser ce que la guerre d'Espagne avait été à Napoléon. La guerre de six jours, en 1967, qu'il n'avait pas voulu, mais que le dénouement de cette guerre est mort avec Nasser, même si Kadafi continue d'entretenir la vision d'un monde réconcilié arraché au matérialisme par l'islam et par la révolution. Quelle que soit sa popularité auprès de beaucoup de jeunes arabes, quelle que soit l'autorité que lui procurent les revenus de son pétrole, il n'a pas, en la place de Nasser, les candidats à l'hégémonie sont plus modestes et lui donnent une base plus régionale.

En va au alud du président Boudjedja et du roi Hassan, pour le Maghreb, ce qui ne contribue pas peu à expliquer le conflit du Sahara. Au Proche-Orient, Sadate lui-même se sent beaucoup plus égyptien qu'arabe et son but essentiel est de parvenir à un pacte avec Israël, tout en sachant que celle-ci n'a de chances d'être durable que si elle apporte une solution à l'ensemble des problèmes de la région, et pour commencer au problème palestinien.

Le principal candidat à l'hégémonie, dans cette région, c'est le président Assad de Syrie. Son but ultime est de parvenir à un pacte avec Israël, ce qui n'est pas prouvé, la paix avec Israël, mais il entend, avant de la négocier, mettre dans ses mains les outils qui manquent à Sadate. Et si celui-ci

dans son rival souvent dénoncé, c'est parce qu'une paix séparée entre Le Caire et Jérusalem affaiblirait considérablement la capacité de négociation de Damas.

Ce que cherche avant tout Assad, avec une détermination cynique et implacable qui rappelle Bismarck, c'est à être complètement maître du jeu. C'est pour cette raison qu'après avoir mis complètement sous sa coupe, par l'intermédiaire de la Saïda, les Palestiniens de Syrie, il est intervenu et intervené encore au Liban avec une telle brutalité. Il s'est agi d'abord pour lui, en aidant la gauche et les Palestiniens, d'empêcher les dirigeants chrétiens de soutenir la position de Sadate et des Etats-Unis sur la négociation avec Israël ; ensuite, au retour, d'empêcher ceux-ci de mettre la main, par gauche interposée, sur l'Etat libanais, ce qui leur aurait donné les moyens de déclencher

sur les banques, émisses en pétrodollars, les Russes n'étaient jamais à leur suspens du jour au lendemain quand ils jugeaient ce moyen de pression utile à leur stratégie générale. Le président Assad doit aussi compter avec Israël, qui tient maintenant les chrétiens du Liban pour des alliés, et entend le montrer, de même qu'il a clairement manifesté qu'il ne laisserait pas l'armée syrienne franchir le Liban ; or l'armée libanaise, est actuellement infiniment plus forte que n'imposait quelle armée arabe, la syrienne comprise.

Enfin, politiquement, Assad a contre lui, bien entendu, Sadate et les autres chefs d'Etat arabes qui ont soutenu l'initiative de paix de ce dernier ; Nimeiry, Hassan II et Bourguiba, mais aussi et surtout le gouvernement de Bagdad.

Le schéma arabo-soviétique montre, après tant d'autres, qu'il n'y a pas pire rivalité en politique que celle des frères ennemis. Un même

et notamment celui d'un autre représentant officiel de l'O.L.P., Saïd Hammam, le 4 janvier dernier. Le fait que l'auteur de l'attentat contre l'ambassade d'Irak à Paris, qui porte le même nom, se présente comme le « frère spirituel » de Saïd Hammam, et que les « frères ennemis » de la rue du Général-Apert aient cherché à le tuer alors qu'il était déjà aux mains de la police française, en dit long sur l'exaspération de l'antagonisme entre les deux tendances rivales de l'organisation palestinienne, soutenues chacune par l'une des deux capitales basiliques. Et les camps de réfugiés du Liban sont eux aussi, pour les mêmes raisons, le théâtre de liquidations en série.

Ni d'un côté ni de l'autre la terreur n'aura raison de la conviction de militants qui ont le courage du désespoir. Il ne manque jamais de volontaires, sachant à quel sort ils s'exposent, pour remplir et les tranchées qui se sont fait égarer. Peut-on laisser se poursuivre cette terreur, dont les éclats atteignent de plus en plus d'innocents, y compris maintenant un policier français, sans manquer à un devoir élémentaire d'humanité ? Aucune légion ne paraît en mesure d'imposer au Proche-Orient une paix musclée, quand ce ne serait que parce que Russes et Américains, comme Syriens et Irakiens, se neutralisent mutuellement, et que les intérêts des grandes puissances sont trop profondément pour tenir compte de considérations sentimentales. En veut-on un exemple ? L'Irak est un grand fournisseur de pétrole, entre autres, de la France, et il est en train de prendre ses distances avec l'Union soviétique. Qui va couvrir le risque de sa brochette avec lui ?

En réalité, il n'y a pas cinquante solutions concevables ; ou bien les grandes puissances se concertent pour imposer, à toutes les parties en cause, une solution au problème palestinien ; à supposer que cela soit possible, le risque serait grand que la solution en question ne soit un partage de zones d'influence, difficile à faire admettre à des populations justement jalouses de leur indépendance ; ou bien, à la lumière du duel fratricide qui oppose les Palestiniens, les Israéliens comprenant qu'il est par trop simpliste de tenir l'O.L.P. pour un simple ramassis d'assassins avec lesquels il n'est pas question de traiter, et que le moment est venu d'aider ce peuple traumatisé, mais aimé, maudit, à surmonter la malédiction qui le conduit au orme.

Si Menahem Begin qui s'apprête à rencontrer, en présence de M. Carter, le président Sadate, annonce qu'il accepte enfin le principe d'un Etat palestinien, toutes les données du problème du Proche-Orient se trouveraient du jour au lendemain changées. Un espoir de paix renaitrait enfin parmi ces populations qui, musulmanes, juives ou chrétiennes, ont tant souffert de leur incapacité à s'accepter mutuellement.

ANDRÉ FONTAINE.



(Dessin de PLANTU.)

M. Begin : je suis prêt à oublier toutes les insultes venues du Caire

De notre correspondant

Jérusalem. — Le premier ministre, M. Begin, a interrompu mardi 8 août, le semaine de vacances qu'il venait de commencer la veille pour préparer sans tarder la rencontre du 5 septembre. L'un des adjoints du secrétaire d'Etat américain, M. William Quar, est attendu ce mercredi à Jérusalem pour faire le compte rendu détaillé des entretiens Sadate-Vance d'Alexandrie. Un conseil de cabinet extraordinaire yedémira jeudi la position d'Israël face à ce nouveau développement.

Le moment choisi par M. Begin pour partir en congé semble indiquer qu'il ne s'attendait pas à une occupation aussi rapide par le président Sadate de la proposition du chef de la Maison Blanche. « Nous avons accepté sans hésiter l'invitation du président Carter », a déclaré le chef du gouvernement israélien au cours d'une conférence de presse.

« Quel est-il des attaques personnelles dont vous avez été l'objet », lui a demandé un journaliste.

« Je suis prêt à oublier toutes les insultes contre ma personne, venues du Caire, et sur plus moments, j'ai conservé de bons sentiments à l'égard du chef de l'Etat égyptien,

qui a fait le voyage de Jérusalem et qui m'a appelé son ami ».

Des l'annonce de l'accord du Caire à la rencontre tripartite au sommet, des représentants tant de la majorité que de l'opposition ont exprimé leur satisfaction. « L'impasse est levée et tous les aspects sont permis », a déclaré le chef de file des travaillistes, M. Shimon Pérès.

Pour l'ancien premier ministre, M. Itshak Rabin, l'initiative du président Carter est très positive et ouvre de nouveaux horizons, mais les résultats ne sont pas assurés. Seule une modification de la position des deux parties peut permettre des progrès vers la paix.

« En raison d'une grave qui touche la plupart des organes de la presse écrite, les réactions sont peu nombreuses. Tout en se félicitant de la reprise du contact direct israélien-égyptien, on constate à Jérusalem qu'on organise le sommet tripartite, le président Carter met tout son prestige dans la balance. Il ne peut donc se permettre un échec, et un commentateur de radio s'est demandé « quel prix Israël devra encore payer la bonne volonté du président Sadate ». — (Intérim.)

A propos des conditions de détention administrative en Israël

À la suite de la publication dans le Monde du 26 mai d'extraits d'un communiqué de la section française d'Amnesty International dénonçant les conditions de détention administrative en Israël et dans les territoires occupés, nous avons reçu une lettre de M. André Deocq, professeur à la faculté de droit de Paris, mandaté comme enquêteur avec un magistrat et un avocat français par Amnesty et par la Ligue internationale des droits de l'homme. La mission qui s'est rendue en Israël, en janvier 1978, a été dirigée par M. Deocq, des magistrats et des fonctionnaires de tous rangs, des avocats arabes et israéliens, a assisté à l'audience d'une cour militaire, visité deux prisons et rencontré sous témoin de nombreux détenus arabes.

Le premier des conclusions de la mission est rétrospectif aux organes mandants et au gouvernement d'Israël. Mais M. Deocq assure qu'elle n'a formé et les tribunaux d'Amnesty. Après avoir cité les Défense Regulations et la Convention de Genève de 1949, il indique que toutes ses dispositions étaient « réalisées » en Israël, et il n'y avait, au moment de la visite de la mission, que vingt-trois personnes détenues administrativement. Quant à l'usage de la torture, la mission n'a pas trouvé « le moindre élément de preuve d'une politique délibérée à cet égard ».

Les déclarations des prisonniers n'ont pas démontré la réalité d'une telle politique. La plupart des prisonniers interrogés librement et sans témoin par la mission ont dit qu'ils n'avaient pas personnellement été victimes de sévices et qu'ils ne pouvaient donner le nom d'autres détenus ayant été frappés ou torturés. Certains ont néanmoins affirmé, alors qu'ils étaient en groupe, à la prison de Ramla, que tous les détenus politiques étaient systématiquement l'objet de sévices.

Mais il n'est donné aucune indication précise, ni sur l'identité de celui qui aurait été torturé ni sur les procédés de torture qui auraient été employés.

Amnesty International, à qui nous avons communiqué cette correspondance, n'a pu obtenir aucune réponse du gouvernement israélien à ses demandes répétées d'autoriser une mission internationale indépendante à visiter les installations de torture et poursuit :

« Avant 1978, les personnes soupçonnées de délits contre la sécurité pouvaient être maintenues au secret pendant sept jours. Le G.I.C.R. ne pouvait voir les prisonniers qu'après leur transfert en prison. C'est au cours de cette période de leur interrogatoire, qui pouvait durer plusieurs semaines, que des prisonniers disent avoir été torturés. Depuis l'accord de 1978 avec les autorités israéliennes, le G.I.C.R. peut rencontrer les détenus dans un délai de quatre jours à compter de l'arrestation, même si l'interrogatoire est en cours. L'assertion citée par le Sunday Times selon laquelle Israël a même une politique délibérée ou tolère des pratiques de torture pendant les interrogatoires » est erronée, d'après le rapport 502 B du département d'Etat des Etats-Unis, où l'on trouve cette phrase : « Si existe cependant des renseignements documentés sur l'utilisation, au cours de l'interrogatoire, de pressions physiques et psychologiques extrêmes et de brutalités de certains interrogatoires ne peuvent être exclues ».

Les détenus ne sont pas transformés des charges pesant sur eux et, lors de leur comparution devant la commission d'appel, ne peuvent que plaider non coupable sur des charges non précises.

L'article III des Défense Regulations de 1949 permet l'arrestation et la détention sans incrimination ni jugement. L'ordre de détention n'est valide qu'un an, mais peut être renouvelé en pratique jusqu'à près de quatre ans.

La détention sans jugement n'est autorisée par la IV^e Convention de Genève que dans un délai strictement défini par l'article général des opérations militaires.

De son côté, le professeur Deocq, après avoir pris connaissance de la mise au point d'Amnesty, fait remarquer que :

« Les faits allégués sont antérieurs de plusieurs mois, sinon de plusieurs années, à sa mission en Israël. Après avoir souhaité la communication de l'acte final du rapport américain dont Amnesty fait état, il rappelle que « la période de maintien des prisonniers au secret, qui est d'ailleurs supérieure à sept jours, résulte du droit commun israélien et anglais. Si ce maintien au secret, comme toutes les paroles à usage, rend théoriquement possible l'usage de la torture, il ne suffit pas de l'affirmer pour en rapporter la preuve », écrit-il.

Ce qui est précisé dans le passage cité par Amnesty de ce rapport (possibilité de brutalités de certains interrogatoires, a fait l'objet des préoccupations de la mission de M. Deocq, qui, sur place, n'a pu en établir la réalité. Pour le reste, Amnesty ne reprend qu'un article du Sunday Times vieux de plus d'un an. »

M. Deocq conclut : « Mandatés par deux organisations internationales fort connues, nous avons, selon le vœu d'Amnesty, accompli librement et en toute indépendance notre mission et pouvons affirmer de façon formelle qu'il n'existe pas en Israël une politique délibérée de la torture. »

Liban

WASHINGTON DÉNONCE LE COMPORTEMENT DES MILICES CHRÉTIENNES DANS LE SUD.

Les Etats-Unis ont lancé mardi 8 août un nouvel appel aux parties concernées au Liban pour que le cessez-le-feu soit « scrupuleusement respecté ». Dans un communiqué lu par le porte-parole du département d'Etat, M. Tom Reston, Washington souligne que « la situation reste très dangereuse » et demande à toutes les parties de faire preuve de retenue « pour que le calme et la stabilité soient restaurés ». Le communiqué critique par ailleurs, pour la première fois, le comportement « aventureux » des milices chrétiennes qui, par leurs « bombardements incessants », empêchent la progression d'une unité de l'armée régulière dans le sud du pays.

A Bsham, dans le nord du Liban, l'ancien président Soleiman Franje s'est entretenu mardi avec M. Abdel Salam Khaddam, vice-président du conseil et ministre syrien des affaires étrangères, arrivé dans la journée au Liban en compagnie du général Hikmat Chahab, chef d'état-major de l'armée syrienne, et du général Mohamed El Kholi, chef des services de renseignements de l'armée de l'air. Le chef de la diplomatie syrienne a déclaré à l'issue de son entretien avec M. Franje que la Force arabe de dissuasion « ne quittera pas le Liban tant que la mission qu'elle s'est fixée ne sera pas remplie ».

« L'armée israélienne est prête à toute intervention éventuelle au Liban que pourrait décider le gouvernement », a déclaré mercredi 9 août le chef d'état-major de l'armée, le général Ephraïm Eytan devant la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense. — (Corresp.)

100.000 ex.

Un été de qualité avec

Jacques Chancel

LE TEMPS D'UN REGARD

Hachette

littérature



ANNOSAUR

Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie.

L'homme parasite de ces saines

Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie.

Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie.

Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie.

Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie.

Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie.

Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie.

Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie.

Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie. Le monde du pouvoir se joue dans les coulisses de la diplomatie.

ASIE

LES LIVRES D'ALAIN BOUC ET DE FRANÇOIS JULLIEN

Regards sur la Chine

Trop d'ouvrages sur la Chine sont empreints d'un simplisme désespérant. Tel bricole ce qu'il avait hier adoré et décrit comme le plus sombre des goules, l'ancien paradis de ses illusions perdues. Tel autre suit avec une inaltérable béatitude les détours les plus abrupts de la politique chinoise. Pour ne rien dire des ouvrages rédigés après des séjours de deux ou trois semaines en Chine, aussi définitifs que superficiels, mais qui continuent à trouver éditeur.

Deux livres récents ont, outre leur modestie, le mérite de ne tomber dans aucune de ces catégories et d'offrir au contraire matière à une réelle réflexion.

Les données de la crise

Alain Bouc, qui fut correspondant du *Miroir* à Pékin, a une longue connaissance du pays. S'il n'a jamais caché sa sympathie profonde pour la révolution chinoise, il a su l'observer avec lucidité. *La Rectification* fait suite à deux livres antérieurs et traite de cette rupture essentielle qu'a représentée la mort de Mao, suivie de « la bande des Quatre ». Le propos du livre, comme le suggère sa postface, est de susciter l'analyse critique pour éclairer la réalité contradictoire de la Chine. On y trouve une documentation de base sur la longue crise qu'a été pour la société comme pour les dirigeants chinois ce que l'auteur appelle leur « intervention sur la Révolution culturelle », et d'intéressantes analyses sur les couches sociales et le pluralisme politique en République populaire.

Ce travail n'est pas sans défauts. Sur plusieurs points, où l'auteur faisait crédit à l'analyse à la nouvelle direction, il est déjà dépassé. D'évidentes divergences de vues entre tendances différentes sont sous-estimées. De même, l'ouvrage ne tient pas suffisamment compte du retour en force de personnages éliminés

à l'époque de la révolution culturelle et qui prennent possession de positions-clés. Alain Bouc avait-il prévu que le balancier politique, après avoir été si loin à gauche, trait si loin à droite ? Pourquoi enfin parler d'absence d'« élections politiques » alors que toutes les preuves existent désormais de peines capitales appliquées à des individus coupables de crimes de nature clairement politique ?

Malgré ces défectuosités, *La Rectification* invite à une réflexion indépendante. Loin de se conformer au courant dominant — pas seulement à Pékin — qui refuse de voir dans les Quatre « autres choses que de sinistres saboteurs », ce livre offre une description idéologique entreprise par « le groupe de Changhaï » et particulièrement par M. Chang Chun-chiao. Il est rafraîchissant — et compte tenu de la propagande et de la littérature ambiantes — de voir accueilli avec le même scepticisme la thèse officielle du « complot des Quatre pour l'usurpation du pouvoir » et la caution prétendument donnée plusieurs mois avant sa mort par Mao à l'arrestation de sa veuve et d'hommes qui avaient été pendant des années les interprètes privilégiés de sa pensée.

Le discours comme pratique sociale

Un point encore : l'identification des sources manque de rigueur. Citer un discours daté de 1975 d'un personnage aussi difficile à cerner que le nouveau vice-président du parti, M. Wang Tong-hsing en l'attribuant seulement « à des sources étrangères » ne saurait satisfaire les lecteurs un peu exigeants.

Il reste que, pour la première fois à notre connaissance, sont présentées avec un louable effort d'équilibre les données de la crise la plus grave qu'ait traversée la

Chine depuis la Révolution culturelle.

Le propos de François Jullien est tout différent. Son étude, *Esquisse de la Chine*, est conçue lors d'un séjour universitaire en République populaire et n'est autre qu'une tentative d'analyse sémiologique de « discours » politiques ou littéraires. C'est une approche nouvelle qui veut s'abstenir de tout jugement et, selon l'auteur, soustraire tout se présenter comme une interrogation. Entré par erreur par son propos, François Jullien donne en fait, à l'occasion, l'impression de trancher plutôt que d'interroger.

Réché mineur et qui n'affecte pas l'ensemble d'une œuvre dont le grand mérite est de mettre quelques notions à leur place, parfois d'en dégager de nouvelles. Voici, en particulier, une excellente méthode pour essayer de comprendre ce qu'est l'« altérité » chinoise, pour entrevoir aussi comment le signe écrit fait partie d'un « rituel » paradoxal, mais inévitablement lié à la notion de révolution. On ne saurait mieux expliquer comment a pu naître un mot d'ordre aussi contradictoire que celui proclamé par la nouvelle direction chinoise après la mort de Mao : « Tout agir sur la lutte de classe pour établir l'ordre ». Mais, comme le souligne François Jullien, « il faut envisager cet effet structurel, tout à fait essentiel, que peut avoir — comme pratique sociale — le discours qui se fait rituel ».

Deux réserves principales nous viennent à l'esprit. Le « discours chinois », d'abord, est présenté comme plus monolithique, homogène qu'il ne l'est en réalité. Sur

le plan de l'analyse sémiologique, il ne s'agit pas de relever les différences de contenu entre les propos de M.M. Hua Kuo-feng et Teng Hsiao-king, tous deux, s'expriment à peu près dans le même système sémiologique. Encore faudrait-il peut-être y voir de plus près. Mais peut-on ignorer le langage de ces dastibes sauvages qui apparaissent périodiquement sur les murs de Chine et qui, tout en sortant des conventions officielles, font eux aussi partie du discours politique ?

Un fourmillement d'idées

Il va de soi d'autre part que l'étude entreprise par François Jullien ne porte pas seulement sur le « discours » lui-même mais sur l'ensemble de son « circuit », c'est-à-dire sur la manière dont il est perçu par ceux qui le reçoivent. Or le destinataire chinois de ce discours dispose d'un certain nombre de « clés » que ne possède pas toujours le lecteur occidental : mémoire politique, savoir populaire ou implicite, informations internes parfois qui permettent une lecture plus serrée de formules apparemment gratuites et une interprétation plus éclairée du message transmis. Aurait-il été possible, dans un cadre aussi concis, de faire une place plus large à ces « usages » du discours ?

Tel qu'il est, ce petit livre fourmille d'idées et y compris l'ampleur de la liberté de participation — sur une société chinoise dont, depuis Segalen, nous avons dû mal à cerner la réalité. Il offre l'exemple de la manière dont un effort de rigueur et une approche originale peuvent apporter à la compréhension de cette réalité.

ALAIN JACOB.

* Alain Bouc, *La Rectification*, Pöndrop, 200 p., 45 F.
* François Jullien, *Esquisse de la Chine*, Albin Michel, 122 p., 30 F.

AFRIQUE

Rhodésie

Salisbury annonce des mesures mineures de « déségrégation raciale »

Salisbury (A.F.P., Reuter, U.P.I.). — Le gouvernement intérimaire rhodésien a annoncé, mardi 8 août, une série de mesures destinées à éliminer la ségrégation raciale, sans toutefois s'attaquer aux inégalités entre Noirs et Blancs existant dans des domaines essentiels, ceux de la répartition des terres, de l'habitat et de l'éducation.

Ces mesures prévoient notamment l'ouverture à toutes les races des lieux publics (hôtels, restaurants, cafés, cinémas, piscines, toilettes), l'autorisation aux hommes d'affaires de toutes races de s'établir à l'intérieur de leur choix, ainsi que l'élimination des critères raciaux en matière d'élections locales (les Noirs pourront désormais voter dans des « zones blanches »).

Cependant, cette « déségrégation » reste mineure dans la mesure où la législation discriminatoire demeure en vigueur dans les quartiers d'habitation, dans les écoles, les hôpitaux et surtout en ce qui concerne la propriété des terres. Celle-ci reste en effet régie par le Land Tenure Act, qui réserve les meilleures

terres de Rhodésie à quelques milliers de fermiers blancs.

A l'annonce de ces mesures, l'évêque Abel Muzorewa, l'un des dirigeants noirs modérés membres du conseil exécutif provisoire, s'est déclaré « très, très heureux ». « Une des plus grandes choses que se soient produites dans le pays est arrivée aujourd'hui », a-t-il ajouté.

L'initiative du gouvernement de Salisbury semble surtout destinée à apaiser les nombreuses critiques dont il est l'objet, tant à l'intérieur qu'à l'étranger.

D'autre part, un porte-parole de la branche de la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe), qui dirige le Révérend Sithole, a donné quelques précisions sur les changements de dénomination qu'entraînera l'avenement de la majorité noire. Ainsi, Salisbury sera rebaptisée Marara, tandis que les chutes Victoria (sur le Zambèze) s'appelleront chutes Moseotonyu. « Nous n'utiliserons que les noms retraçant l'histoire de notre pays », a précisé le porte-parole. Ainsi, la deuxième ville du Zimbabwe, Bulawayo, ne sera pas rebaptisée, puisqu'elle porte déjà un nom africain qui signifie « le lieu du massacre ».

Ouganda

LE MARÉCHAL IDI AMIN ENTEND « LIBÉRER LES COMORES »

Nairobi (A.F.P.). — Le maréchal Idi Amin, chef de l'Etat ougandais, a déclaré qu'il préparait une « opération de secours » pour délivrer le peuple des Comores de l'occupation des militaires étrangers.

« J'ai rapporté mardi 8 août Radio-Kampala. Le président a indiqué que cette opération serait menée avec les forces des pays membres de l'O.U.A. et de l'organisation des pays non alignés et qu'elle visait à mettre fin à ce qu'il appelle l'occupation des maréchaux impérialistes dans l'archipel des Comores et si les maréchaux ne quittent pas les Comores dès que possible, a-t-il ajouté, ils se retrouveront dans une sale situation, car l'opération de secours sera menée à la fois par mer et, par air et il ne leur sera pas possible de s'échapper ».

ALAIN JACOB.

* Alain Bouc, *La Rectification*, Pöndrop, 200 p., 45 F.
* François Jullien, *Esquisse de la Chine*, Albin Michel, 122 p., 30 F.

Tchad

UN JAGUAR FRANÇAIS S'ÉCRASE PRÈS D'ATI

NDjamena (A.F.P.). — Un Jaguar s'est écrasé, mardi 8 août, alors qu'il effectuait une mission de reconnaissance au-dessus de la région d'Ati (centre du Tchad), ont annoncé les autorités militaires françaises à NDjamena. Le pilote, dont l'identité n'a pas été révélée, a été tué. L'appareil a percuté le sol pour une raison encore indéterminée.

C'est la seconde fois qu'un Jaguar s'écrase au Tchad. Le 31 mai dernier, un appareil de ce type avait été abattu par des tirés du Frontlib à proximité de Djedda, à 45 kilomètres au nord-est d'Ati, où s'étaient déroulés de violents combats entre les forces gouvernementales tchadiennes, appuyées par des soldats français et des marocains. Huit Jaguar de l'armée de l'air française sont basés à NDjamena depuis le 27 avril dernier.

EUROPE

Portugal

Les relations restent tendues entre M. Soares et le général Ennes

De notre correspondant

Lisbonne. — Le président de la République devant le Parlement mercredi 9 août le nouveau premier ministre après avoir reçu à Belem les délégations des partis représentés au Parlement.

Le général Ennes souhaite un gouvernement de technocrates dirigé par un indépendant ou par un militaire, contre l'avis d'une partie du Conseil de la révolution qui s'est réuni mardi. Les commandants Melo Antunes, Victor Alves, Vasco Lourenço et Victor Crespo, ainsi que les généraux Fesat Correira et Franco Chaves restent opposés à la désignation d'un premier ministre non socialiste. Ils pensent qu'un gouvernement de technocrates risque de ne pas disposer du soutien du P.S. Ces mêmes officiers ont déjà exprimé leur désaccord en ce qui concerne la décision prise par le chef de l'Etat de renvoyer M. Soares. Depuis, ils ont soutenu le général du P.S. qui, accompagné du commandant Victor Alves.

La recherche d'un compromis entre le président de la République et le P.S. n'a pas été, du moins jusqu'à présent, couronnée de succès. Les relations demeurent tendues. Le communiqué final de la réunion du comité directeur et de la commission nationale du P.S. diffusé mardi soir, affirme que « le gouvernement de la confiance présidentielle, faite d'une base politique alliée au P.S. doit appuyer assurément au Parlement, sur un gouvernement de transition. (...) Le nouveau chef du gouvernement doit renforcer le prestige du Portugal comme pays démocratique et pluraliste. Il ne doit pas contribuer, en revanche, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un militaire à créer l'idée que la démocratie portugaise serait en régression. Cela créerait des difficultés pour l'intégration du Portugal dans l'Europe démocratique ».

Le communiqué du P.S. se termine par un appel aux socia-

listes qui, « avec les travailleurs et avec tous les démocrates, doivent défendre fermement les valeurs adoptées par notre parti ».

— J. R.

Espagne

RUPTURE DU CONSENSUS ENTRE M. SUAREZ ET LE PARTI SOCIALISTE

Madrid (A.F.P.). — La politique de consensus entre le parti gouvernemental espagnol de M. Suarez et le parti socialiste ouvrier (P.S.O.U.) en vue de l'adoption rapide par le Parlement du projet de Constitution a été rompue lundi 7 août.

Au cours d'une réunion de travail entre les deux principales formations espagnoles pour arrêter une attitude commune lors des débats qui débiteront le 28 août prochain devant le Sénat, les deux partis se sont séparés sur un constat d'échec.

Les socialistes, après quelques minutes à peine de discussion ont quitté la salle des délibérations en accusant le parti de M. Suarez de vouloir modifier sensiblement le texte récemment adopté par le congrès et particulièrement les articles concernant la liberté d'enseignement.

Ainsi, contrairement à l'accord qui avait été conclu entre les deux mouvements avant la discussion au congrès, il semble que le projet de Constitution doive subir un examen approfondi de la part de la Chambre haute : le P.S.O.U. à la suite de la rupture de leur négociation, de déposer séparément plusieurs dizaines d'amendements au texte initial.

Lundi soir à minuit, date limite, près de 1 300 amendements avaient été déposés par les différents groupes parlementaires dont une soixantaine par le parti socialiste ouvrier.

Politique-fiction à Pékin

Une partie de l'équipe dirigeante chinoise a quitté Pékin pour une petite ville du Hopei. Pendant ce temps, d'autres hauts responsables appartenant au clan de Chiang Ching mobilisent le milieu universitaire qui est à la dévotion de la veuve du président. Dans l'immédiat, l'Union soviétique renforce sa poussée contre le nord de la Chine — poussée qui pourrait parvenir au point d'explosion. Ainsi, un responsable américain expose-t-il la situation en Chine en février 1977, tel que l'a imaginé l'auteur de *Un hiver froid à Pékin*, Hsia Chih-ven, dont l'éditeur affirme qu'il « a une quarantaine d'années », qu'il « a fui la Chine où il était membre de l'Académie des sciences » et qu'il vit maintenant au Japon.

« J'avais terminé le manuscrit en août 1977 », explique Hsia Chih-ven dans une postface. La mort du président Mao Tsé-toung, en septembre, a nécessité de nombreux aménagements. Il s'est trouvé que ce qui n'était,

au départ, qu'un roman d'anticipation politique est devenu, en raison du cours soudainement pris par les événements, un roman actual. Je souhaite qu'il tienne entre les mains du lecteur le même intérêt que les romans qui subsistent les Chinois. L'auteur a-t-il réussi son entreprise ? Il est tout à fait abusif de présenter, comme cela a été fait, *Un hiver froid à Pékin* comme la révélation littéraire d'un dissident chinois. Ni par le style ni par l'inspiration, ce livre ne peut être placé sur le même plan que les œuvres des grands dissidents russes.

Néanmoins, les anecdotes et les rappels historiques qui servent à nourrir une intrigue somme toute plausible peuvent intéresser les passionnés de la Chine. Même si la gérance consistant à faire dialoguer le vic M.M. Hua Kuo-feng et Yeh Chien-ying est contestable, la description du cadre dans lequel ils se meuvent plique la curiosité : le siège souterrain du comité central, les galeries creusées sous les rues en prévision d'une guerre atomique — et qui servent de quartier général à des contestataires sous les décombres des maisons détruites par le tremblement de terre — correspondent à ce qu'ils est possible d'imaginer à partir de faits connus.

L'auteur paraît bien informé quand il décrit les rouages de l'administration chinoise, la mentalité des petits chefs, leurs combines. L'étonnant est que Hsia Chih-ven, qui évoque la vie quotidienne du Chahai, la description du cadre dans lequel ils se meuvent plique la curiosité : le siège souterrain du comité central, les galeries creusées sous les rues en prévision d'une guerre atomique — et qui servent de quartier général à des contestataires sous les décombres des maisons détruites par le tremblement de terre — correspondent à ce qu'ils est possible d'imaginer à partir de faits connus.

« Je ne pouvais exposer à des reprises politiques ma mère, qui a plus de soixante-dix ans, et le reste de ma famille vivait en Chine — et c'est pourquoi je dois me dissimuler derrière un pseudonyme », affirme Hsia Chih-ven qui remercie par ailleurs « les traducteurs et les réviseurs » de son livre.

Le moins qu'on puisse dire, à la lecture notamment des pages décrivant les amours et les affres professionnelles des journalistes japonais en poste à Pékin, est que l'apport des « reviseurs » a dû être important.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Sri-Lanka

UNE NOUVELLE CONSTITUTION A ÉTÉ ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée nationale du Sri-Lanka a adopté mardi une nouvelle Constitution qui remplace celle promulguée il y a cinq ans par le gouvernement de Mme Bandaranaike. Ce texte incorpore les amendements entrés en vigueur le 4 février et instituant un régime présidentiel à la place du système parlementaire.

La nouvelle Constitution sera appliquée en septembre. Le parti de la liberté (S.L.F.F.) de Mme Bandaranaike a voté contre le texte, et le parti nationaliste du président M. Jayawardene, qui propose les amendements entrés en vigueur, dont l'adoption du tamoul comme une des langues officielles.

La nouvelle Loi fondamentale, fortement influencée par les idées du chef de l'Etat, M. Jayawardene, prévoit aussi la possibilité d'organiser des référendums et la création d'un poste de médiateur. Le gouvernement, cédant aux critiques de l'opposition, a supprimé un article qui prévoyait que toute personne critiquant la Constitution en dehors de l'Assemblée nationale serait passible de dix ans de prison.



MONDIAL MOQUETTE

PRIX CHOC

MOQUETTE VELOURS 6 coloris superbes

29 F

grande largeur 1 m²

STOCK SUR PLACE

POSE ASSURÉE APORTEZ VOS DIMENSIONS

OUVERT : LUNDI, MARDI, JEUDI, SAMEDI 9H 20H
MERCREDI, VENDREDI, Nocturne 9H 22H

PARIS 18^e 114 rue Damremont. 606.05.73

MAISON-ALFORT : 122, rue Jean Jaurès, RN 5, Tél : 575-44-70	BAGNOLET : 191-193, avenue Pasteur - 5 ^e mn Pte des Lilas Tél : 361-16-45	SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16 route de Chantilly Tél : 990-00-77
BOULOGNE : 82 Bis, rue Gallieni, Tél : 605-45-12	PARIS 13 ^e : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz Tél : 584-72-38	PARIS 14 ^e : 80, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans Tél : 539-38-52
COIGNIERES (N 10) : près Trappes route du Pont d'Anisau Tél : 461-70-12	PARIS 19 ^e : 144, bd de La Villette, - M ^e Colonel-Fabien et J.-Jaurès - Tél : 203-00-79	

OFFRE VALABLE DU 1^{er} AU 12 AOUT

ETE C'EST POUR PRENDRE DU RECUL

RAMMAR

ETE C'EST FAIT POUR UN

J.P. de Liso

150

AMÉRIQUES

ures mineures raciale

... d'histoire à l'égard des blancs...
... d'histoire à l'égard des blancs...
... d'histoire à l'égard des blancs...

Tchad

JAGUAR FRANK
GRASSE PRÈS DIJON

tendues general Eames

Espagne

TURE DU CONSENTEMENT M. SUAREZ LE PARTI SOCIALISTE

Argentine

Disparitions et enlèvements se poursuivent à Buenos Aires

L'annonce faite par les autorités de police de Buenos Aires que deux cent une personnes portées « disparues » avaient été retrouvées, sans d'ailleurs que d'autres précisions soient fournies, suscite déjà le plus grand scepticisme et aussi la plus grande inquiétude dans les milieux intéressés, où l'on parle de « supercherie » (Le Monde du 9 août). Aucun nom de personne réellement « disparue » et signalée par les familles et les organisations internationales ne figure dans les listes publiées à Buenos Aires par la police.

Un pointage effectué auprès d'une de ces organisations, qui détient une liste de plus de trois mille cas de disparitions répétées et ayant fait l'objet de dépôts d'habitus corpus, a donné un résultat négatif : aucun des

● L'Association des parents de Français détenus ou disparus en Argentine nous signale que pour les personnes « disparues » et que sept autres Français sont d'autre part toujours détenus par les autorités (Le Monde du 9 août).

● Mme Adrienne Horvath, députée communiste du Grand, demande dans une question écrite à propos de l'Argentine, « quelles mesures argentines compte prendre le premier ministre afin que le gouvernement français apporte sa contribution positive au rétablissement des principes de la déclaration universelle des droits de l'homme dans ce pays ». Elle exprime également le souhait d'une intervention « énergique auprès des autorités argentines pour que celles-ci reconnaissent enfin que tout être humain, sans distinction de race, de religion ou de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés ».

● Une bombe de forte puissance a explosé mardi soir 8 août devant le domicile du directeur général de la General Motors à Buenos Aires. L'attentat a été revendiqué par les Montoneros. M. Morton a annoncé la semaine dernière sa décision de cesser la production d'automobiles dans le pays, mesure qui risque d'affecter quelque vingt mille emplois. — (A.F.P.)

philosophie et ancien membre de la F.U.A. (Fédération universitaire argentine), le 22 ; le même jour toujours à Buenos Aires, M. Jorge Watts, M. Russo, M. Falcone, trois nouvelles arrestations ; un ouvrier M. Victor Koloch, M. Aldo Serenelli ; M. Guillermo Morra, ancien membre de la F.U.A. Toutes ces personnes ont « disparu » et ne figurent officiellement en aucun lieu de détention du pays.

On nous signale encore les démanches valées entreprises depuis un mois par le mari de Mme Ana María Fitzcarril, enlevé par des agents en uniforme à Buenos Aires le 28 juin à son lieu de travail. Les autorités ont jusqu'à présent refusé toute information sur divers démanches présentés par des avocats ou des organismes internationaux. Le mari de Fitzcarril, qui a lui-même quitté l'Argentine en avril dernier, vit en exil à Londres.

Les autres disparus — rélégués par les organisations humanitaires, selon lesquelles la plupart ont été enlevés lors d'opérations militaires — ne sont pas réclamés par des familles ou des organismes officiels.

Lors de la publication, le 17 mai, d'une liste d'annonces payante du quotidien La Prensa, d'une liste de 2811 noms de disparus, le ministre de l'Intérieur avait répliqué par un communiqué indiquant que 47 des personnes citées dans la liste étaient en liberté. Depuis, la liste s'est allongée. A la suite de cette publication, d'autres personnes ont disparu et sont fait connaître, et les organisations de disparus ont reçu plus de 600 autres dossiers. Pour le mois de juillet, 82 cas ont été dénoncés, dont 68 concernent des enlèvements antérieurs et 14 du mois de juillet. Pour août, il y en a déjà plus de 30, et dans près de 70 % des cas, il s'agit de personnes de moins de trente ans.

On nous signale de très bonne source plusieurs arrestations à Buenos Aires en juillet : une institutrice, Mme Karle et une employée de banque, Mme Cecilia Vasquez de Lutky, le 18 juillet ; un étudiant, M. Martín Vasquez, le 19 ; M. Poltánek, ancien secrétaire du centre d'étudiants de

Brazil

M. MAGALHAES PINTO RENONCE A SA CANDIDATURE A LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE.

Magalhaes (A.F.P.). — Le sénateur Magalhaes Pinto, président du parti gouvernemental Arena, a annoncé, mardi 8 août, qu'il renonçait à présenter sa candidature à la présidence de la République. M. Magalhaes Pinto devait représenter le Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.), seul parti d'opposition légal au Brésil.

Mardi matin, le sénateur, qui appartient officiellement au parti gouvernemental Arena, avait déclaré qu'il attendait les résultats d'un sondage effectué parmi les dissidents de son parti pour participer le 17 août à la convention du parti d'opposition M.D.B. qui doit être son candidat à la présidence de la République. Dans une lettre envoyée mardi soir au président du M.D.B., M. Guitierrez, le sénateur souligne que les conditions qu'il s'était fixées pour sa candidature n'étaient pas réunies.

Honduras

Le chef de l'État destitué par l'armée serait impliqué dans un trafic de drogue

Plusieurs ministres du gouvernement de Tegucigalpa ont offert leur démission le mardi 8 août au lendemain du coup d'État éclair qui a renversé le général Juan Alberto Melgar, chef de l'État, et installé au pouvoir une junte militaire de trois membres (Le Monde du 9 août).

Deux fois en trois ans. Selon des informations concordantes, le renversement du général Melgar, au pouvoir depuis avril 1976, s'expliquerait par une affaire de trafic de drogue dans laquelle le chef de l'État destitué aurait été impliqué. C'est donc la seconde fois en trois ans que le chef d'État du Honduras tombe pour « cause de corruption ». En avril 1976, le président Melgar, alors colonel, avait lui-même renversé le général Lopez Arellano accusé d'avoir accepté des pots

de vin de la United Brands Co (ex United Fruit Co) qui soulevait une réduction des taxes à l'exportation de la banane, principal produit de cette République d'Amérique centrale. Le général Lopez Arellano était arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État en 1963. Retiré dans la coulisse de 1971 à 1972, il avait repris la direction de l'État après un nouveau putsch.

La nouvelle junte militaire a présenté le départ du général Melgar comme une « démission » volontaire. En fait, les collaborateurs du président destitué démentent cette version et affirment que le limogeage du général « est injuste et inconstitutionnel ». La population ne semble pas avoir participé de très près à ces événements. La situation est calme à Tegucigalpa et les parades de l'armée se sont faites discrètement. — (A.F.P., U.P.I., Reuter, A.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● M. DE ALMEIDA, ambassadeur d'Angola à Bruxelles, a déclaré, le 8 août, la mise en œuvre de la surveillance au Zaire de M. Savimbi, chef de l'UNITA (Le Monde du 8 août). De son côté, M. Chitunda, représentant en Europe de l'UNITA, a indiqué, à Paris, que M. Savimbi se trouvait, ces derniers jours, près de la ville de Serpa Pinto, dans le sud du pays, « lors du déclenchement d'une nouvelle offensive » contre ses adversaires. Deux mille soldats cubains, commandés par un général soviétique, participent, selon M. Chitunda, à cette offensive. — (Reuter, A.F.P.)

durée de douze mois, à partir de l'âge de dix-huit ans. Elles pourront l'accomplir dans des jardins d'enfants, des hôpitaux, et tout autre secteur compatible avec la condition féminine, vient d'annoncer la junte chilienne. — (A.F.P.)

Chine

● LE GÉNÉRAL LO JUI-CHING, l'une des plus hautes personnalités militaires chinoises, revenu sur le devant de la scène politique, après avoir été une des premières victimes de la révolution culturelle, est mort le 3 août, a annoncé la télévision chinoise, mardi 8 août.

Réhabilité en 1975, le général, âgé de soixante-deux ans, était, depuis octobre dernier, qualifié par la presse officielle de « membre dirigeant » de la troisième commission militaire du P.C. — (A.F.P.)

Bolivie

● LES ÉTATS-UNIS pourraient suspendre leur aide militaire, à la suite de l'annulation de l'élection présidentielle de juillet. A-t-on appris, mardi 8 août à Washington, de sources proches du département d'État. Les 25 millions de dollars d'aide militaires ne seraient pas affectés. — (A.F.P.)

Brazil

● UNE INTERDICTION DE LA GREVE a été décidée pour de nombreux secteurs publics et privés, d'« intérêt essentiel pour l'assurances nationales ». Les services des eaux, de l'électricité, des communications, des transports, des communications, et les secteurs bancaire, hospitalier, pharmaceutique, etc., sont affectés par cette mesure. Le décret présidentiel répond aux nombreuses grèves récemment déclenchées en vue d'obtenir des augmentations de salaires dans la banlieue industrielle de Sao Paulo et dans les hôpitaux de plusieurs villes du Brésil. — (A.F.P.)

Chili

● LES JEUNES FILLES SERONT ASSÉCRÉTIÉES EN SERVICE CIVIQUE, d'une

bert Boadella, la Torna, qui relate l'exécution sous Franco du Polonais Heinz Ches, accusé du meurtre d'un policier.

États-Unis

● LES FAMILLES d'Orlando Letelier et de sa collaboratrice Ronnie Moffit, assassinées à Washington en septembre 1976, ont intenté mardi 8 août un procès contre le gouvernement chilien et les personnes inculpées pour ce crime, annonce un tribunal de Washington. La plainte a été déposée devant la cour du District de Columbia par l'avocat, M. Michael Tigar, au nom de la veuve et des quatre fils de l'ancien ministre chilien des affaires étrangères et des parents de Ronnie Moffit. Ce procès est le premier intenté contre un gouvernement étranger dans le cadre d'une nouvelle loi américaine en vigueur depuis 1977. — (A.F.P.)

Inde

● LES INONDATIONS qui se poursuivent en Inde menacent désormais la vieille ville de Delhi ; le fleuve Yamuna est sorti de son lit et l'armée a été mobilisée pour calmer les brèches ouvertes par les eaux. D'autre part, le célèbre temple du soleil de Konarak, à 500 kilomètres au sud de Calcutta, a été sérieusement endommagé par les pluies. Le nombre des victimes de ces inondations dans toute l'Inde s'élève à deux cent soixante morts. — (A.F.P.)

Namibie

● PLUSIEURS CENTAINES DE SYMPATHISANTS DE LA SWAPO se sont rassemblés mardi 8 août à Windhoek pour accueillir les dirigeants du mouvement avant leur premier entretien avec les représentants officiels de l'ONU, M. Ahtissari. Au terme de cette première prise de contact, les leaders de la SWAPO ont exprimé leur satisfaction. « M. Ahtissari est l'homme réellement capable

d'appliquer les propositions occidentales », a déclaré un porte-parole. (A.F.P.)

Paraguay

● UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION, M. DOMINGO LAINO, a démissionné mardi 8 août, à Washington les « pressions politiques » du gouvernement sur le pouvoir judiciaire. M. Laino a comparu lundi devant un juge de première instance. Il est accusé d'avoir eu des relations avec l'extrême gauche nord-américaine et tropéenne. Le marxisme et le communisme sont hors la loi au Paraguay. M. Laino affirme qu'il lutait seulement pour « une démocratie authentique ». Il avait été arrêté le mois dernier à la suite d'un voyage aux États-Unis, au cours duquel il avait préconisé la suspension de l'aide économique au Paraguay en raison des atteintes aux droits de l'homme. — (A.F.P.)

Pérou

● LA GREVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE commencée vendredi dernier par les quarante mille mineurs péruviens est « illégale » a déclaré mardi 8 août le gouvernement. Les dirigeants de la Fédération nationale des travailleurs des mines et de la métallurgie du Pérou (F.N.T.M.P.) ont pour leur part, demandé audience au président de la République, le général Morales Bermudez, afin de résoudre le conflit. — (A.F.P.)

Yougoslavie

● M. VJENCESLAV CIZEK a été condamné mardi 8 août par un tribunal de Sarajevo pour activités contre la sécurité de l'État à quinze ans de prison. Selon l'agence officielle officielle, l'ancien ministre M. Cizek, qui avait émigré en Allemagne occidentale en 1972, aurait été arrêté « lors d'un séjour clandestin en Yougoslavie » et appartenait à un « parti républicain croate ». — (U.P.I.)

CORRESPONDANCE

Les avocats et le régime

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Orlando, président du Collège des avocats de Buenos Aires :

Le Collège des avocats de Buenos Aires que je préside et qui comprend quelque deux mille avocats a lu votre article du 19 avril 1978, dans lequel vous affirmiez que l'Association professionnelle des avocats avait cessé d'exister à cause de la pression exercée sur ses membres par le gouvernement. Cette affirmation est absolument fautive. Elle viendrait d'un centre pour l'indépendance des magistrats et des avocats, créé, selon vos sources, en janvier dernier à Genève. De cet organisme, nous ignorons tout ; sa structure, ses membres, son siège, ses publications.

La République argentine a cinquante-deux collèges d'avocats, répartis entre presque toutes ses provinces et comptés de vingt-sept à mille membres qui se regroupent au niveau national dans la Fédération argentine des collèges d'avocats. Ces

collèges « forment, exclusivement, l'avocat fonctionnant sans aucune pression de la part du gouvernement.

Aucun de ces collèges n'a cessé d'exister sous le régime actuel. Au contraire, plusieurs nouveaux collèges se sont constitués, et ils s'expriment en toute liberté.

Nous avons lutté fermement pour maintenir l'état de droit, contre la subversion, depuis la mort du général Aramburu, ancien président de la République et citoyen exemplaire, qui fut assassiné en 1970 par des terroristes. Ce fait, les assassinats, qui vivent libres en Europe, l'ont reconnu.

Le Centre d'études de droit de Buenos Aires, dont le président est M. Mariano Casco Laborda, et la Fédération argentine des collèges d'avocats, sont la preuve que M. Reynoso M. Reynoso, qui compte plus de vingt-sept mille membres, nous ont adressé des notes au point qui vous a été mentionné sans que la lettre adressée par le président du Collège des avocats de Buenos Aires.

L'ÉTÉ C'EST FAIT POUR PRENDRE DU RECUL.

Louis Leprince Ringuet
Le grand merdier, ou l'espoir pour demain?
256 pages, 35 F.

Un livre militant à la recherche du bonheur. Mais un bonheur "autre".
Yves Florenne - Le Monde diplomatique.

FLAMMARION
L'ÉTÉ C'EST FAIT POUR LIRE.

L'ÉTÉ C'EST FAIT POUR DÉCOUVRIR KOSINSKI.

Jerzy Kosinski.
Le partenaire inconnu.
304 pages, 45 F.

Vie et mort d'un homme à la recherche du hasard.

FLAMMARION
L'ÉTÉ C'EST FAIT POUR LIRE.

L'ÉTÉ C'EST FAIT POUR VIVRE UNE AUTRE VIE.

Henri Troyat.
Catherine la Grande.
558 pages, broché 68 F.

Le talent du biographe. Le style du romancier. La majesté du modèle.

FLAMMARION
L'ÉTÉ C'EST FAIT POUR LIRE.

150

Le Monde politique

LE M.R.G. ET L'« AFFAIRE » FABRE

Une « caution donnée à la politique du pouvoir » ou une « première expérience d'opposition constructive » ?

Le bureau national du Mouvement des radicaux de gauche devait se réunir mercredi après-midi 8 août pour se prononcer sur la décision de M. Robert Fabre d'accepter le principe d'une mission confiée par M. Giscard d'Estaing sur le problème du chômage. Les dirigeants du M.R.G. disposaient d'un dossier comprenant une lettre de leur président, M. Michel Crépeau, adressée à M. Fabre pour le mettre en garde contre l'incompatibilité entre l'appartenance au M.R.G. et une caution donnée à la politique du pouvoir et la réponse du député de l'Aveyron. Cette dernière a été rendue publique par son auteur. M. Fabre estime que sa mission pourrait constituer « la première expérience d'une opposition constructive » et s'en prend personnellement à M. Crépeau par le ton de ses commentaires à son égard. Le président du M.R.G. avait souhaité que le député de l'Aveyron se place en congé de parti, mais il pourrait être conduit à réclamer des sanctions plus sévères. S'il est désapprouvé par certains cadres du mouvement, M. Fabre est soutenu par d'autres et il a reçu l'appui de M. Jacques Maroselli, qui brigait sa succession à la présidence contre M. Michel Crépeau. Le même débat qu'au

LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE DANS LE CALVADOS

Un département particulièrement touché par le chômage

De notre correspondant

Caen — M. Raymond Barre visitera, le jeudi 10 août, dans le Calvados, les fiefs de ses deux ministres normands, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, maire et conseiller général de Vire, et M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, conseiller général de Trouville et président du district de Trouville-Deauville.

Le tourisme est la principale industrie du département. Pour équilibrer la côte, une politique de développement des possibilités d'accueil de l'arrière-pays a été entreprise depuis plusieurs années. Le plan d'eau de la Dohhe y contribuera par les aménagements dont il a été entouré. Mais il est aussi un des symboles de la politique de l'eau menée dans la région et tout spécialement dans le bocage. Le bassin de la Vire est le premier en France à avoir bénéficié d'un décret d'objectif de qualité : ceux de l'Orne et de la Dives devraient, à leur tour, en être pourvus.

Le premier ministre s'intéressera aussi à l'industrialisation de la zone d'Honfleur, sur la rive gauche de la Seine. Jeumont-Schneider et Canon-Akai doivent y installer prochainement. C'était indispensable pour éviter que la rive gauche ne soit entièrement sapée par la rive droite et le projet (qui se précise de plus en plus) d'un nouveau pont à hauteur du Havre, voit le jour. Enfin, les difficultés rencontrées par les marins-pêcheurs du fait de la pollution de l'estuaire de la Seine, qui sont maintenant bien connues, seront également évoquées.

Ce sont des villes relativement épargnées par la crise actuelle que visitera le premier ministre. Il ne faudrait pas en déduire qu'il est de même pour l'ensemble du département, plus touché que le reste du pays. Certes, à Vire, le nombre des chômeurs a diminué, mais, à 31 kilomètres de la Pléne (Orne) voit l'industrie textile, qui a fait sa renommée, s'effondrer (huit cents emplois sur deux mille ont été supprimés depuis un an) et sur l'ensemble du Calvados, les demandes d'emploi non satisfaites ont en un an augmenté de 18,1 %, alors que la moyenne nationale n'est que de 6,25 %. De nombreuses petites et moyennes entreprises ont dû procéder à des licenciements et de plus grandes ne sont pas épargnées. La plus importante par les effectifs, l'usine Savin de Blainville (sept mille deux cents employés), principale victime de la mévente du poids-lourd français, a multiplié les jours de chômage.

La société métallurgique de Normandie (S.M.N., cinq mille sept cents salariés) inspire les plus vives inquiétudes, puisque sa direction elle-même reconnaît que sa survie n'est plus assurée. Petite de la sidérurgie française (moins de 4 % de la production d'acier), elle paraît oubliée dans l'élaboration des plans de sauvetage de cette industrie. Pourtant, M. Barre, qui fut un temps professeur d'économie à l'université de Caen, ne peut ignorer son importance dans la vie régionale. Longtemps seule grande unité de production en Basse-Normandie, la S.M.N. en reste l'entreprise phare. — T. B.

Dans la lettre qu'il a adressée à M. Crépeau, M. Fabre indique qu'il serait venu expliquer devant ses amis du bureau national et les commentaires de certains de ses amis n'avaient été aussi inférieurs et aussi méprisants à mon égard. L'ancien président du M.R.G. explique que sa démarche ne contredit en rien les engagements du dernier congrès du mouvement et qu'elle s'inscrit dans la lignée de ses précédentes initiatives, notamment sa première visite à l'Elysée en 1975 et sa décision du 16 septembre 1977 pour mettre « un frein à la pression consumériste ».

Il ajoute : « Vous avez rencontré avec le président de la République avant même d'en connaître le résultat. Et en quels termes l'avez-vous rencontré ? J'en suis confus pour l'image que vous donnez ainsi de la courtoisie et de la tolérance radicales. (...) Ma démarche actuelle est personnelle, mais elle est dans le droit fil de la philosophie et de mon esprit radicalisme. Elle n'est en rien obédiente à un gouvernement dont, parlementaire de l'opposition, je continuerais à critiquer et à combattre l'action. (...) La gauche peut choisir, et je crois que vous n'avez pris cette voie — de s'enfermer dans ses querelles internes et dans une opposition systématique. (...) Une gauche moderne, venant à l'optique révolutionnaire (...), peut obtenir l'adhésion de la masse des Français. (...) Ma mission pourrait être la première expérience — bien limitée — d'une opposition constructive permettant de faire connaître nos idées et d'amorcer un mouvement vers la société plus juste et plus humaine que nous souhaitons. »

M. MAROSELLI : une dimension nouvelle

M. Jacques Maroselli, maire de Louviers, qui fut en mai dernier l'adversaire de M. Michel Crépeau dans l'élection à la présidence du Mouvement des radicaux de gauche, a approuvé mardi 8 août, dans une déclaration à l'A.P.F., l'attitude de M. Robert Fabre, qui, a-t-il indiqué, « semble avoir su concilier de la nécessité qu'il y a pour la gauche, et notamment pour le radicalisme, de donner une dimension nouvelle et plus

humaine à la politique pourvue jusqu'ici, aussi bien par une droite dépassée, que par certaines formations de la gauche qui se montraient plus soucieuses d'éclectisme que du sort des hommes et des femmes de notre pays. Pour l'ancien député de la Haute-Saône, « le succès de cette démarche de garde, va dépendre très vite une gauche équilibrée, structurée, timorée et de plus en plus sectaire. Une gauche moderne doit une dimension nouvelle à sa politique, à son action, à son projet. (...) Elle doit aussi tout promouvoir le dialogue, le débat. (...) Un tel dialogue, cette ouverture, permettraient à l'opposition d'acquiescer à la formation et de mesurer les intentions et la volonté réelle de la majorité. »

M. GOUTTEBEL : un piège

Pour M. Jean-Yves Gouttebel, président de la fédération du Puy-de-Dôme et membre du bureau national du M.R.G., la démarche de M. Fabre est fondamentalement contraire aux orientations décidées démocratiquement par le congrès et la position constante du M.R.G., qui a toujours condamné sévèrement la politique économique et sociale de M. Barre et Giscard d'Estaing. M. Gouttebel affirme-t-il dans un communiqué, « est tombé dans un piège et dans des manoeuvres orchestrées par les médias ». M. Gouttebel affirme-t-il dans un communiqué, « est tombé dans un piège et dans des manoeuvres orchestrées par les médias ». M. Gouttebel affirme-t-il dans un communiqué, « est tombé dans un piège et dans des manoeuvres orchestrées par les médias ».

M. DURAFFOUR : un désaveu pour M. Barre

M. Paul Duraffour, député radical de gauche de Seine-et-Marne, a adressé, mardi 8 août, à M. Raymond Barre, une question écrite pour lui demander si, à son avis, la mission confiée par le président de la République à M. Robert Fabre « ne constitue pas en fait un désaveu de sa politique économique et sociale » et s'il « estime pas devoir tirer de cette situation toutes les conséquences ». M. Duraffour, ne doit pas ignorer que M. Giscard d'Estaing a estimé que M. Robert Fabre « ne constitue pas en fait un désaveu de sa politique économique et sociale », M. Fabre « ne peut pas ne pas reprendre les solutions proposées à ce sujet par les partis de gauche, qu'il a en ajoutant de nouvelles ».

M. Robert Calbet, secrétaire général de la fédération radicale-socialiste Rhône-Alpes, a estimé que M. Giscard d'Estaing tentait de « sa solidité la plus active pour créer l'ouverture sociale attendus des Français ».

« La C.G.T. », par la voix de M. Michel Waricholski, a estimé que M. Giscard d'Estaing tentait de « sa solidité la plus active pour créer l'ouverture sociale attendus des Français ».

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, a rencontré le 8 août à Paris M. Henk Boekstra, président du comité central du parti communiste des Pays-Bas. Tous les deux, dit un communiqué, ont manifesté des préoccupations convergentes face aux conséquences de la crise du système capitaliste qui frappe les travailleurs, l'ensemble des couches laborieuses en France et aux Pays-Bas. »

LES GRANDS PROJETS D'AMÉNAGEMENT DE LA CAPITALE

L'État s'engage à La Villette et cherche à se dégager des Halles

Après le conseil interministériel restreint consacré à l'aménagement des Halles et de La Villette, M. Giscard d'Estaing s'est rendu, le mardi 8 août, à La Villette en compagnie de M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie. Il a visité les terrains (53 hectares appartenant à l'Etat) des anciens abattoirs, fermés en 1973 avant d'avoir été terminés.

Bordé par le boulevard périphérique et le canal Saint-Denis, et traversé par le canal de l'Ourcq, l'ensemble est occupé par plusieurs grandes constructions de béton et par une vaste halle métallique du dix-neuvième siècle.

Le président de la République a demandé que soit mise à l'étude la réalisation d'un musée des sciences et de l'industrie dans la grande salle des ventes, indiquant qu'il s'agit d'un bâtiment de béton qui occupe près de cinq hectares au sud et offre environ 150 000 mètres carrés de planchers et un parc de stationnement en sous-sol de 4 000 places. Les proportions monumentales de l'ouvrage (88 mètres entre les piliers et 11 mètres de plafond), qui n'est pas complètement terminé, permettent en effet d'envisager son utilisation comme musée. Les installations du Palais de la découverte et les collections du musée des Arts et Métiers, trop

à l'étroit rue de Turbigo, pourraient y être transférées. L'industrie pourrait être associée à ce projet, et un lieu d'exposition de ses dernières réalisations pourrait être aménagé.

Le parti général de l'aménagement des terrains qui était en cours de définition avec la Ville devra tenir compte de cette nouvelle orientation, indique-t-on à l'Elysée. Il semble qu'un accord général se dégage pour la démolition du bâtiment de la station (pour lequel l'Etat a demandé un permis de démolir qui lui a, pour l'instant, été refusé par la Ville) et de diverses installations, toutes situées entre les rues de Balard et la grande salle des ventes destinées au musée.

En insistant pour que les 23 hectares soient entrepris rapidement, le chef de l'Etat a souhaité, en outre, que cet équipement soit bien placé, plus particulièrement au Palais de la découverte et l'existence, à l'étranger, de grands musées techniques, conçus, comme par exemple celui de Washington, qui ont une vocation plus « ouverte » et pédagogique.

Enfin, la nomination de M. Roger Tallibert comme architecte en chef de l'aménagement indique la volonté de l'Etat que les responsabilités soient clairement définies dès maintenant. Le concept d'idées organisé par l'Atelier parisien d'urbanisme, en 1976, n'avait abouti à aucun choix. L'Etat reprend l'initiative, et on peut même se demander si les installations du Palais de la découverte et les collections du musée des Arts et Métiers, trop

NOUVEAU SOUS-PRÉFECTORAL

Par décrets du président de la République en date du 4 août, publiés au Journal officiel du 9 :

M. Thierry KLINGBERG, administrateur civil détaché, sous-préfet de Guingamp (Côtes-du-Nord), est mis à la disposition du premier ministre pour être réintégré dans son corps d'origine ;

Mme Anne-Marie CUILLE, directrice du cabinet du préfet d'Eure-et-Loir, est nommée directeur du cabinet du préfet des Hauts-de-Seine ;

M. Hubert FERRROT, secrétaire général du Gard, est mis à la disposition du premier ministre (secrétariat général de la défense nationale) à compter du 1^{er} septembre 1978 ;

M. Claude PIERRET, secrétaire général de la Dordogne, est nommé secrétaire général du Gard ;

M. Pierre RICOU, sous-préfet de Châteaulin (Finistère), est nommé secrétaire général de la Dordogne ;

M. Jacques DEWATRINE, sous-préfet de Saint-Jean-de-Deaurienne (Savoie), est nommé sous-préfet hors-cadre ;

M. Jean BARBIER, sous-préfet de Nantua (Ain), est nommé sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne ;

M. Henri TOUZARD, sous-préfet de Saint-Florent (Cantal), est nommé sous-préfet de Nantua ;

M. Raymond CRESPEY, sous-préfet de Largentière (Ardèche), est nommé sous-préfet hors-cadre à compter du 1^{er} septembre.

MICHELÉ CHAMPENOIS.

L'ETE C'EST FAIT POUR RENCONTRER LES FEMMES.

Cecil Saint-Laurent. La Mutante. 352 pages, 45 F.

La confrontation de deux êtres que tout oppose et qui ne réussissent à se rejoindre que dans un certain paroxysme.

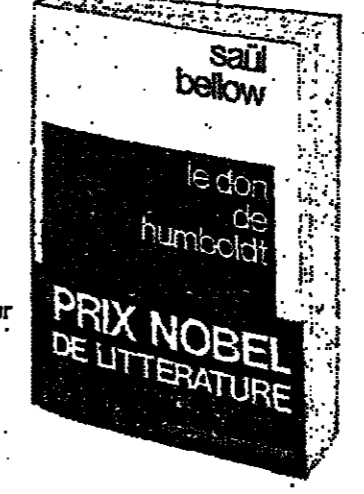


FLAMMARION
L'ETE C'EST FAIT POUR LIRE.

L'ETE C'EST FAIT POUR LIRE UN CHEF-D'ŒUVRE.

Saül Bellow. Le don de Humboldt. 512 pages, 50 F.

Une immense fresque humaine saisissante de réel et d'émotion, d'humour et de tendresse.



FLAMMARION
L'ETE C'EST FAIT POUR LIRE.

...sient leur avis...
...Camara ?
...HENRI FESQ
...enfants
...ROGER M.
...A LA TELEVISION
...E DE LA GLOBE
...PARIS
...1978

POLITIQUE

Un entretien avec Jean-Jacques Servan-Schreiber

(Suite de la première page.)

» Si à partir de maintenant, c'est la troisième période, celle qui peut ouvrir : celle d'une France moderne, créatrice, grâce à la prise en main, par les Français eux-mêmes, des responsabilités.

» Nous jouons le sort du pays. Au bout du compte, selon le succès ou l'échec, ce sera la démocratie française, ou bien ce sera l'Etat totalitaire. Voilà l'enjeu.

— Plusieurs grosses sociétés françaises feront cette année des bénéfices à l'étranger et perdront de l'argent en France. Comment, dès lors, notre pays peut-il devenir une terre d'investissements et créer des emplois ?

— Le constat est, en effet, brutal : Pechiney, Michelin, C.G.E., Saint-Gobain, Air-Liquide, Renault-Industries, ont diversifié leurs investissements en créant des usines hors des frontières. Leurs bénéfices, depuis l'an dernier, viennent presque exclusivement de leurs activités à l'extérieur. Bénéfices qui, seuls, éviteront une plus grande vague de licenciements.

» C'est une constatation grave et une menace pour l'avenir.

» Que manque-t-il donc à la France pour être aussi compétitive que la terre féconde d'investissements ? Après tout, ni l'Allemagne, ni le Japon, ni la Suisse, ni la Suède, etc., n'ont de matières premières. Alors ?

» Ce qui nous manque, c'est la solidarité entre les Français. Notre pays n'est pas unifié : il y a fait les réformes que nous connaissons, et qu'on retarde toujours sous un prétexte ou un autre. Ce n'est plus possible.

» Et il y faut, aussi, la mise en situation de responsabilité des Français eux-mêmes, là où ils vivent, là où ils travaillent. S'ils sont formés, équipés, et sécurisés, ils inventeront.

» Tout repose sur cette nouvelle base humaine de notre société, sur cette confiance en l'homme qui est le secret des sociétés avancées.

— Dans le Défi américain, vous prônez le dégel industriel de l'Etat. N'est-ce pas ce que fait le premier ministre ?

— L'Etat pouvait et devait avant le coup de tonnerre de 1973, à l'époque de la croissance forte. Maintenant il n'en a plus le droit. Refaire la France en sacrifiant les Français n'aurait pas de sens.

— Vous citez en exemple le modèle allemand. N'est-ce pas la politique que suit M. Raymond Barre ?

— Entre le modèle allemand et notre situation actuelle, il y a de sérieuses différences. L'Allemagne est profondément régionalisée. Des villes comme Francfort, Hambourg, Munich, Cologne, Stuttgart, et leurs régions, déclinent, innovent sans passer par une bureaucratie centrale. Deuxième différence : les syndicats sont directement impliqués sur le pouvoir politique pour les prises de décision, en conseil. La France ne sera en mesure de relever le défi mondial qu'en retirant le monopole du pouvoir à une petite élite bureaucratique, et en diffusant, avec confiance et hardiesse, les responsabilités.

— Un rapprochement entre industriels et fonctionnaires a-t-il été organisé par le gouverne-

ment quand il a mis sur pied une mission interministérielle de contrôle des sociétés sidérurgiques. Or on voit le résultat : après l'arrêt de l'usine fournaise de Valenciennes, c'est l'acier de Nevers-Maisons qui est en suspens avant même d'avoir été mise en service.

— Voilà bien l'exemple le plus frappant de leur fameux « mal français » !

» En novembre 1977, le gouvernement a annoncé que les investissements sidérurgiques seraient en priorité à Fos. J'ai déclaré, après une réunion de travail avec les élus du bassin sidérurgique, que c'était une grave erreur, qui mènerait à des

catastrophes. L'Etat républicain a tiré : Concorde bis a.

» Fos a été un échec ruineux, et qui a infligé une blessure durable à la sidérurgie lorraine. Exemple de décisions aveugles.

» A la fin de l'année dernière, craignant des décisions clandestines, de nouveau, à Paris, j'ai demandé que le conseil régional de Lorraine puisse entendre le haut fonctionnaire chargé, par le gouvernement, des sociétés sidérurgiques. L'Etat, par ses agents en région, a opposé son veto. Quel consensus !

» Il traduit le mépris de la bureaucratie pour les citoyens et leurs élus. C'est l'opposé de la voie du renouveau et du salut.

— D'après les sondages, la majorité des Français pensent que la politique gouvernementale aura des effets négatifs tant sur le prix que sur l'emploi. Comment s'expliquent la démotivation et le pessimisme de l'opinion au lendemain de la victoire électorale de la majorité ?

— C'est qu'on a mis la charrue avant les bœufs. Si j'ose dire.

» Avant d'appeler à l'effort, voire aux sacrifices, pour une période de reconstruction, il faut créer d'abord les conditions de la justice et de la solidarité. Or, quelle sure a-t-on proposée au Parlement pour clarifier les blessures françaises, réduire les différences et les oppositions, enricher dans la réalité le sentiment que l'effort sera équitablement réparti ?

» Alors, il ne faut pas s'étonner des sentiments d'amertume et de déception.

» Comment préparer le redressement ?

» Un exemple : une trentaine de personnalités politiques, industrielles et administratives se sont réunies à Nancy d'abord, au printemps, pour chercher ensemble les moyens de construire la nouvelle économie française, ses nouvelles activités, ses nouveaux emplois, dans l'union bonifiée qui nous entoure.

» C'est ce qui se fait maintenant systématiquement au Japon, en Allemagne fédérale, aux Etats-Unis. Mais en France nous sommes restés une société cloisonnée.

» Un chef d'entreprise nous a dit à notre réunion de Nancy : « En dix-sept ans de carrière industrielle, c'est la première fois que je suis à une table de travail avec des élus politiques ». In croyable mais vrai.

» C'est, que l'Etat, depuis si longtemps, a tout voulu garder pour lui, le monopole des pouvoirs, des décisions, des ressources, des moyens, des outils, des cabinets. Interdisant ainsi l'éclosion sérieuse du dialogue permanent entre les Français. Ce qui explique beaucoup de nos difficultés de nos rigidités d'aujourd'hui.

» C'est seulement l'organisation

de ce qu'un autre participant a appelé le « dialogue franco-français » qui peut permettre l'innovation et le développement de nouvelles activités, de nouvelles industries, de nouveaux emplois.

» Notre groupe s'est maintenant réparti la tâche en quatre comités (emploi, investissements, consensus social, décentralisation) pour superviser la rentrée d'octobre les premières directives.

» Si la Lorraine en est le berceau, c'est qu'elle est au carrefour même des grandes industries du passé en déclin et de l'essor des industries de nouvelle technologie, avec tous les atouts scientifiques autour de Nancy.

— Quels nouveaux emplois et quelles nouvelles industries ?

— Les industries traditionnelles émigrent maintenant vers des zones multiples : le tiers-monde, qui possède les matières premières et la main-d'œuvre, le Proche-Orient, qui a les principaux capitaux ; les Etats-Unis, dont le marché intérieur garantit les bénéfices sur place ; les pays de l'Est, où les investissements sont mis à l'abri, comme on sait, des graves et des revendications.

» Voilà déjà quatre univers où vont, et c'est un bouleversement, s'installer les industries.

» Nous devons donc fonder notre redressement sur ce que nous avons en France, la technologie, la formation des hommes, la valeur.

» La Lorraine, là encore, est un témoin par excellence.

» La sidérurgie, les textiles, la chimie connaissent de terribles souffrances avec des conséquences dramatiques sur l'emploi. Pendant le même temps les industries novatrices (le complexe hospitalier-universitaire, la chaîne agro-alimentaire, l'implantation de C.G.E.-Airbus, R.E.P.S. engineering, la Savier, la mission technique Lorraine - Bourgogne, Vauc-France, Pechiney, etc.) sont venues de nous en nous proposant sur place ce que sera la nouvelle Lorraine : l'un des pôles européens des industries à base scientifique, comme dans les pays de l'Est et du Sud.

» Un mouvement est amorcé.

» Trouver comment franchir ce

seuil de l'avenir, pour la France, par les moyens les plus rapides, les plus adaptés à notre pays — telle est la mission que s'est fixée le « groupe de Nancy ».

— Qui sont les participants ?

— La discrétion sur les noms, et sur les débats très francs et directs, est la condition de notre efficacité : je ne peux vous donner aucun nom.

» Il y a des chefs d'entreprise qui emploient plus de 100 000 salariés et d'autres qui en emploient moins de 1 000 ; mais ils ont en commun d'avoir « gagné », dans leur secteur, sur les marchés mondiaux.

» Les élus sont, au départ, pour moitié lorrains. Les autres sont venus d'autres régions françaises. Ils ont en commun une connaissance, ou une volonté d'apprendre les nouvelles données de l'économie mondiale pour être réalistes et efficaces dans la création d'emplois : notre objectif est à tous.

» Les hautes fonctionnaires se sont montrés exceptionnellement ouverts et dynamiques ; ils ne demandaient que ce mélange créateur. Les barrières psychologiques, habituelles, tombent. Donc c'est possible.

— François Giroud dit que « vous êtes né pour accueillir le choc du futur avec aisance et parfois intrépidité ». Mais quand vous vous retournez sur votre passé — l'Express que vous avez lu en d'autres moments, le conseil régional cassé, la parti radical devenu un courant de l'U.D.F. — une carrière ministérielle interrompue et maintenant cette transition compte que vous avez vécu beaucoup de monde ?

— Certes, j'aurais bien préféré que tout soit simple, facile et rapide.

» Si j'ai quitté la presse, c'est par souci de me consacrer entièrement à ma tâche politique. Lorsque j'ai tranché dans le vif au parti radical, ce fut pour rompre, dès 1972, avec le pacte Marchais-Mitterrand et au bout du compte, en arriver à la création de l'U.D.F. avec Valéry Giscard d'Estaing. Si j'avais été appelé deux fois, grâce au président de la République, à des responsabilités de réforme au niveau gouvernemental, je ne suis pas resté, c'est que les conditions politiques ne me permettaient pas encore d'accomplir ma tâche.

» Ainsi, j'ai choisi, d'un bout à l'autre, de sauvegarder l'avenir, aux dépens de ma situation personnelle dans l'immédiat. De même que dans ma région, qui souffre, et à laquelle je suis passionnément dévoué, je n'ai pas cru devoir accepter, à la fin de l'an dernier, qu'un président de région soit soumis au veto des fonctionnaires d'Etat.

» Regardez l'attentat contre Nevers-Maisons. Nous ne pouvons pas l'admettre.

» J'ai donc essayé de tenir la ligne, aussi détaché que possible de chaque péripétie du présent. Mon combat étant demeuré constant vers un objectif dominant : confier aux Français eux-mêmes le développement de la France.

» Nous allons y arriver. Car dans la formidable tempête qui secoue le monde, et notre pays, c'est la seule voie.

» Permettez-moi, en conclusion, d'attirer votre attention sur le fait que les hommes politiques qui ont marqué, même modestement, leur époque ont tous traversé d'abord une longue période solitaire et difficile.

— Certes, j'aurais bien préféré que tout soit simple, facile et rapide.

» Si j'ai quitté la presse, c'est par souci de me consacrer entièrement à ma tâche politique. Lorsque j'ai tranché dans le vif au parti radical, ce fut pour rompre, dès 1972, avec le pacte Marchais-Mitterrand et au bout du compte, en arriver à la création de l'U.D.F. avec Valéry Giscard d'Estaing. Si j'avais été appelé deux fois, grâce au président de la République, à des responsabilités de réforme au niveau gouvernemental, je ne suis pas resté, c'est que les conditions politiques ne me permettaient pas encore d'accomplir ma tâche.

» Ainsi, j'ai choisi, d'un bout à l'autre, de sauvegarder l'avenir, aux dépens de ma situation personnelle dans l'immédiat. De même que dans ma région, qui souffre, et à laquelle je suis passionnément dévoué, je n'ai pas cru devoir accepter, à la fin de l'an dernier, qu'un président de région soit soumis au veto des fonctionnaires d'Etat.

» Regardez l'attentat contre Nevers-Maisons. Nous ne pouvons pas l'admettre.

» J'ai donc essayé de tenir la ligne, aussi détaché que possible de chaque péripétie du présent. Mon combat étant demeuré constant vers un objectif dominant : confier aux Français eux-mêmes le développement de la France.

» Nous allons y arriver. Car dans la formidable tempête qui secoue le monde, et notre pays, c'est la seule voie.

» Permettez-moi, en conclusion, d'attirer votre attention sur le fait que les hommes politiques qui ont marqué, même modestement, leur époque ont tous traversé d'abord une longue période solitaire et difficile.

En Nouvelle-Calédonie

UN CONSEILLER TERRITORIAL EST ARRÊTÉ POUR AVOIR REFUSÉ DE PAYER UNE AMENDE

De notre correspondant

Nouméa. — M. Nicolas Naisseine, conseiller territorial de Nouvelle-Calédonie et leader du Parti de libération kanak, a été incarcéré lundi à la prison de Nouméa pour avoir refusé de payer une amende se montant à 2 200 francs. M. Naisseine avait été jugé vendredi deux ans pour avoir participé à la rédaction du tract appelant au soulèvement général dans tout le territoire. Ce tract était l'une des conséquences des événements de la nuit du 27 décembre 1978, au cours de laquelle une jeune Mélanésienne de vingt et un ans avait été tuée accidentellement par un policier. Condamné alors à une amende et à deux mois de prison avec sursis, M. Naisseine avait toujours refusé de payer.

— Son arrestation, outre quelle donne une large publicité aux objectifs indépendantistes de son parti, prouve de manière fâcheuse à l'arrivée à Nouméa, vendredi 11 août, du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Paul Djouf, et assure mal de la politique d'ouverture qu'il avait définie lors de son premier passage, le mois dernier. — J.-N. P.

» L'association des Canaques en France dénonce « la répression arbitraire et raciste » qui frappe les dirigeants du PALIKA, et proteste contre la relaxation et la nomination au ministère des DOM-TOM, de Paris, du policier responsable, selon elle, de la mort du jeune Mélanésien lors des événements du 27 décembre 1978.

DÉFENSE

UN LASER POUR DÉTRUIRE LES MISSILES

L'expérience réussie aux États-Unis peut ouvrir la voie à de nouveaux systèmes d'armes

Un missile détruit par un laser : c'est, d'après la revue américaine Aviation Week and Space Technology, l'expérience qui a été récemment réussie aux Etats-Unis, et qui peut être une étape importante dans le développement futur d'armes utilisant des lasers de grande puissance.

L'essai mettait en œuvre un laser à gaz construit pour la marine américaine par R.R.W. Systems. C'est un laser au fluore de deutérium qui émet un rayonnement infra-rouge d'une longueur d'onde de 3,8 microns. La puissance du faisceau était de quelques centaines de kilowatts.

L'armée américaine a déjà fait plusieurs expérimentations de même ordre, mais utilisant des lasers à gaz carbonique de puissance bien plus faible, et ne visant que des cibles bien plus lentes qu'un missile, par exemple des hélicoptères. La nouvelle expérience est donc un progrès important ; cela ne signifie nullement qu'un système opérationnel puisse être envisagé à brève échéance. En fait, il est improbable que l'éventuelle décision de construire un tel système d'armes laser soit prise avant 1982.

Des lasers de basse puissance ont déjà trouvé de nombreuses applications militaires ; ils ont servi à guider les « smart bombs » (bombes intelligentes) vers des objectifs d'accès difficile, pendant la guerre du Vietnam. Mais utiliser directement l'énergie transportée par un faisceau laser pour aveugler les détecteurs qui orientent le missile ou à fortiori percer un blindage, requiert des puissances bien supérieures à celles qu'une très fine focalisation de la lumière.

En tant qu'arme destructive, le laser a deux avantages : la vitesse de la lumière est infiniment supérieure à celle de tout objet matériel ; d'autre part son absence complète d'inertie permet de suivre toute évolution de la cible, et de tirer dans n'importe quelle direction alors qu'un projectile lourd ou un missile ne peut être tiré par un avion rapide que dans la direction du vol (à quelques exceptions près).

En regard de ces avantages, les inconvénients sont nombreux. Le faisceau du laser n'est efficace que s'il reste très concentré. Or la turbulence de l'atmosphère, la diffusion de la lumière par les molécules d'air ou les gouttelettes d'eau des brumes et nuages, cela lui-même, font diverger le faisceau et limitent la portée utile. De mauvaises conditions météorologiques peuvent même interdire complètement l'emploi du laser.

Ces difficultés disparaissent aussitôt de l'atmosphère, et un laser monté sur un satellite pourrait détruire d'autres satellites. La difficulté est ici de fournir l'énergie nécessaire ; compte tenu du mauvais rendement énergétique des lasers, il faut, en fait, leur fournir une énergie bien supérieure à celle du faisceau. Sans cette application spatiale, l'arme laser semble surtout adap-

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2147
1 2 3 4 5 6 7 8 9
X
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT
I. N'ont droit qu'à une moitié.
II. La meilleure façon d'agir.
III. Influence sur la valeur d'un

Visites, conférences

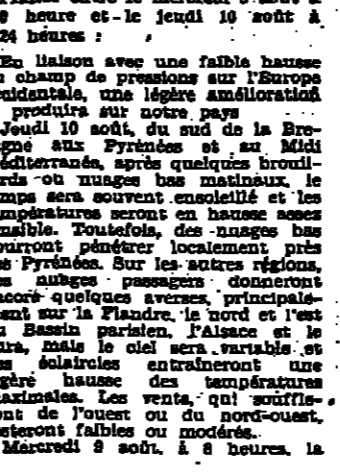
JEUDI 10 AOÛT
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES
10 h. Musée de la Ville de Paris, place du Trocadéro, Mme Garnier-Ahlberg.
10 h. Musée de la Ville de Paris, place du Trocadéro, Mme Garnier-Ahlberg.
10 h. Musée de la Ville de Paris, place du Trocadéro, Mme Garnier-Ahlberg.
10 h. Musée de la Ville de Paris, place du Trocadéro, Mme Garnier-Ahlberg.
10 h. Musée de la Ville de Paris, place du Trocadéro, Mme Garnier-Ahlberg.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 03-08-78 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 03-08-78 DÉBUT DE MATINÉE



Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 9 août 1978 :
DES DECRETS
» Portant suppression et création d'emplois au ministère des transports ;
» Relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère des transports.
UN ARRÊTÉ
» Portant réglementation de la chasse dans le parc national des Cévennes pour la campagne 1978-1979.

Journal de 1978

eiber

Les jeunes dans leur corps

II. - « LA BOUFFE ? BOF... »

par CHARLES VIAL

Les jeunes ne s'habillent pas au hasard (« Le Monde » du 9 août). Leur garde-robe est un signe des temps. Les changements de mode — voulus ou subis — traduisent des moments de la société. Pour la nourriture, la vie moderne impose ses rythmes : c'est, pour beaucoup de jeunes, une préoccupation secondaire. Ils mangent dans le désordre.

Trente jeunes gens ont fait irruption dans le journal. Ils ont donné l'assaut au timbre de foin gras et aux magnum de champagne. Après une bagarre avec le personnel et des commerçants voisins et l'arrivée de la police, ils sont repartis emportant 3 000 à 4 000 francs de marchandises.

C'était le 8 mai 1970. L'attaque de l'épicerie de luxe Fauchon, à Paris, par de jeunes maotistes qui distribuèrent quelques jours plus tard dans des bidons les produits dérobés. Au procès de Frédéric Dérige, vingt ans, arrêté au cours de l'expédition, le substitut qualifia cette opération de « coup de ping dans un miroir ». Quand des jeunes ont pris par la généralité distributive valent rendre justice, ils prennent aux riches et portent aux pauvres un symbole de la « bouffe ».

Sept ans et demi plus tard, en décembre 1977, Fauchon est à nouveau pris pour cible. Un attentat au magasin parisien des magazines. Cette fois, il ne s'agit plus d'aborder mais de destruction. En dix ans, la nourriture serait-elle devenue à ce point équivoque qu'elle ne vaut même plus d'être distribuée à ceux qui en manquent ?

meur, au foyer de jeunes travailleurs de Poitiers : « On mange en un quart d'heure ; on a tout dans le plateau, alors ça nous incite à aller vite... »

Sur les formules et sous les notes des cantines, comme dans le sanctuaire familial, le repas n'est pas souvent occasion de litige. Combien de foyers comme celui des L. (deux enfants : Jean-Luc, dix-neuf ans, et Sylvie, treize ans, et demi) où le dîner est expédié en deux coups de cuillère à pot et de fourchette, car la télévision attend devant le poste, pendant que la mère dessert et se réfugie à la cuisine. Guy, élève de troisième à Massy, s'enfonce presque d'avancer que, chez lui, le repas s'étire une heure le soir, et parfois, le dimanche, tout l'après-midi. C'est le moment où, enfin rassemblés, les trois enfants de treize à dix-huit ans et leur mère « partent des problèmes et prennent les décisions ».

Mille francs en tout pour plus de 4 000 francs de salaires à deux. Pour avoir la bouffe, moins d'importance que la stérilité, la dignité et les nana... »

Annick consacre à la nourriture moins du dixième de son salaire. Les étudiants de Rennes, à raison de 56,5 % des garçons et 49 % des jeunes filles, placent au premier rang des avantages du restaurant universitaire l'économie qu'il permet.

Quand des jeunes organisent entre eux une « petite bouffe » à Poitiers, à Nantes, à Paris ou dans le Nord, chacun verse de 10 à 15 francs, et pour ce prix-là « ça peut être dit dernier bon ». Dans tous ces exemples, les jeunes sont loin de la moyenne nationale et les dépenses que l'alimentation entraîne, évaluées par M. Dupin, pour 1975, à 30 %.

« Ça n'est pas la bouffe qui est importante, mais le rituel dont elle s'entoure, dit Léa, vingt-trois ans, qui travaille dans un journal à

ments techniques — ont pris pied jusque dans les lycées.

Le docteur Albert - François Cret, chef du service des maladies métaboliques à l'hôpital Saint-Michel, à Paris, et diététicien des équipes aux Jeux olympiques de 1968 à 1972, évalue à 30 % la proportion des jeunes qui ne nourrissent correctement. Ce pourcentage a doublé en vingt ans. Le docteur Dupin ne croit pas à la catastrophe : « L'alimentation des jeunes n'est pas gravement déséquilibrée. Elle est cependant trop riche en lipides d'origine animale et en sucre à absorption rapide. » De fait, la consommation de graisses, d'acides gras saturés à beaucoup augmenté ces dernières années ; celle des glucides à absorption rapide contenus dans les confitures, sirops, crèmes glacées, bonbons aux fruits, etc., aurait doublé. Les habitudes alimentaires de vingt-cinq ans de 1960 à 1975, selon le docteur Dupin, et ces deux catégories de nutrition sont les plus susceptibles de provoquer l'obésité et les maladies cardio-vasculaires.

Il est vrai que l'éducation alimentaire des jeunes est à faire. Le ministre de l'Éducation nationale, pendant l'année 1976-1977, pendant millions de repas ont été servis au cours de ces établissements publics scolaires universitaires, et plus d'un million aux élèves de l'enseignement privé. Sur l'année, le nombre de repas servis dans les établissements publics atteint le chiffre de neuf millions. Si l'éducation nationale a accompli de réels efforts pour édicter des règles en matière de salubrité et de nutrition, et pour former les personnels, la diététique n'a pas encore envahi les écoles. Des fiches pratiques sont en préparation pour être distribuées aux écoles et collèges, peut-être en 1978. En attendant, les programmes d'apprentissage sont grandement à se composer sur le terrain, au ministère. Analysons les manuels scolaires en octobre 1976, Mlle Brigitte de Kysspotter, 17 ans, directrice de l'Institut supérieur de l'alimentation, concluait que les notions de nutrition apportées aux élèves sont souvent abstraites, incomplètes, et sans lien avec la vie quotidienne.

LE POIDS ET LA NORME

« La société crée des obstacles, mais ne les supporte pas », selon le formel de Jean Trémollières. Partout l'image de la silhouette idéale — de la femme surtout — fait signe. Tous les jeunes l'attirent : quand ils prennent du poids, ils sont mal dans leur peau, ils ne plaisent plus, ils ne se plaisent plus, ils résistent-ils ; même s'ils avouent qu'ils « craignent moins de ne plus être dragués (a) ».

Anne et Marie-Claude sont venues à une réunion de l'organisation « Weight Watchers » qui aide les adhérents à contrôler leur poids par un entraînement mutuel et un régime diététique ; elles s'expliquent : « Je passe par des périodes où mon poids augmente de 15 kilos. Quand je suis fatiguée, je craque et suis prise de boulimie. Je grogais et je n'ose plus sortir, rencontrer des gens, entrer dans un café... »

Dans la société tout est fait pour les minces. C'est injuste et ridicule : on ne voit plus la personne. J'ai le sentiment d'être rejetée, comme un monstre... »

L'image-référence donne l'impression de changer peu à peu. Un article du magazine Elle annonce le dernier « l'intitulé » : « Être ronde, l'accepter, c'est défendre, savoir en jouer... » La directrice du studio « Elle » conviait que les mannequins sont « moins maigres qu'il y a une dizaine d'années... Faut-il voir l'annonce — bien — d'une évolution, la norme sui-

vent à petite pas le réalité qui n'a pas fini, elle, de se modifier ; et le nombre de ceux qui accèdent au mental ne parait pas en augmentation, l'ombre de l'obésité en revanche plane sur la population jeune, à l'exemple des États-Unis.

Le docteur Dupin confirme : Beaucoup de jeunes savent que le risque d'obésité les menace. Mais ils se sentent plus menacés encore par les dangers de la route ou du nucléaire. Alors, leur santé dans quarante ans, ils s'en moquent !

« Ça n'est pas tout va bien. Mais lorsqu'il dit-bien en d'entre plus dans les jeans du rayon vingt ans ? Christine ne dramatise pas : « Si j'ai envie de quelque chose, je le prends : si je grogais, je freinai. » Chantal est moins rassurée : « A dix ans, j'étais une forte solenne, ça plaitait aux garçons. Mais lorsqu'il dit-bien en d'entre plus dans les jeans du rayon vingt ans ? Christine ne dramatise pas : « Si j'ai envie de quelque chose, je le prends : si je grogais, je freinai. » Chantal est moins rassurée : « A dix ans, j'étais une forte solenne, ça plaitait aux garçons. Mais lorsqu'il dit-bien en d'entre plus dans les jeans du rayon vingt ans ? Christine ne dramatise pas : « Si j'ai envie de quelque chose, je le prends : si je grogais, je freinai. »

« Les adolescents et les jeunes de 1978, le manger ne m'arrive guère d'égards Jean-Claude, vingt ans, mécanicien à Poitiers : « La bouffe, c'est moins important que le travail », explique-t-il, dix-neuf ans, secrétaire à Paris : « La bouffe, c'est nécessaire pour vivre, un point c'est tout. » Jean-Charles, seize ans, élève au collège Diderot de Massy (Seine-et-Oise) : « Je mange en un quart d'heure parce que c'est une corvée le matin... »

Vite vite... les jeunes n'ont pas attendu la création des fast-food, ces restaurants où l'on engloutit, debout, un pain en forme d'assiette démontée de saucisses, de poulet et de fromage aggloméré, Marie-Laure, dix-neuf ans, vendue dans un hypermarché de Poitiers : « J'aime bien être à table, mais pas longtemps. Pour les mariages, par exemple, on fait de bons repas, mais c'est trop long. » Selon une enquête effectuée en 1976 dans les restaurants universitaires de Rennes auprès de mille étudiants, plus de dix-huit à vingt-cinq ans et rapportée par le docteur Henri Dupin, professeur de biologie au Conservatoire national des arts et métiers (1), la durée des repas est inférieure à vingt-cinq minutes pour 36 % des jeunes. Au restaurant de la Casse régionale assurance-maladie de Lille-dans-France, qui sert deux mille déjeuners chaque jour à une population composée pour moitié de jeunes, la durée moyenne est de vingt minutes. Michel, secrétaire-obé-

Un sondage du magazine « Parents »

« LE BONHEUR EN 1978 »

VU PAR LES JEUNES FRANÇAIS

La fidélité reste, pour la majorité des Français de quinze à trente ans, la condition essentielle d'une vie de couple durable, indique un sondage TROP que publie le magazine Parents dans son numéro d'août. Les hommes (39 %) davantage que les femmes (16 %) et les jeunes (37 %) des quinze-dix-neuf ans, 21 % des vingt-cinq-trente ans) estiment que des « expériences avec des partenaires différents » sont « la condition de meilleur épanouissement sexuel ». Pour la majorité des personnes interrogées (56 %), toutefois, le partenaire unique reste la condition essentielle de l'épanouissement.

Consécutif au bonheur en 78 », ce sondage montre que le travail est d'abord perçu comme une nécessité, mais que les femmes y voient davantage que les hommes un moyen d'avoir des contacts avec les autres et d'ouvrir la famille sur l'extérieur. Par rapport aux conditions de vie de leurs parents, les femmes de moins de trente ans estiment que les progrès ont surtout été réalisés dans le domaine de la vie matérielle et les hommes dans celui des loisirs.

● RECTIFICATIF. — Le numéro de téléphone attribué à l'association « Jeunes sans frontières » dans notre article intitulé « Le « roturier » se fait rare » (Le Monde daté 6-7 août) est erroné. Le numéro correct est le 201-33-21, mais les responsables de l'association conseillent de se rendre plutôt dans les locaux situés 7, rue de la Banque, 75002 Paris.

« Je me fais un gâteau genre génoise »

L'ivresse de la communion ne remplit pas seule l'assiette. Quels aliments et quelles boissons les jeunes Français conviennent-ils à leur table ? Voici quelques conseils, collégiennes à Massy : « Le matin, j'avais un croissant, un bout de pain, jamais de légumes. Vers 10 heures, j'ai fait à midi, j'ai fait une bouquette de pain, un quart en route et je n'ai plus rien au repas. A 18 h 30, à nouveau j'ai fait un pain, un quart de pain et de chocolat. Le soir, en regardant la télé, on passe un sachet de bonbons à quatre », Jean-Claude, seize ans : « Quelquefois, le samedi, je me fais un gâteau genre génoise, que je savonne l'après-midi en regardant la télévision. Je bois 1 litre de lait par jour. » Michel, vingt ans : « Au foyer, on boit de Feuz pour économiser, et du vin ordinaire quand on est un peu plus gaulois. Pour les anniversaires, on se paie une bouteille de Claret de Die. » Maryse, dix-neuf ans, vendeuse, fille d'agriculteurs : « Je bois toujours un paquet de petits-beurre dans ma chambre. Le lundi, je ramène du poulet, du lapin, de la pâtisserie préparée le veille par ma mère, Brigitte, dix-neuf ans, éducatrice à Poitiers, est obsédée par le « fruit » : salades, concombres, tomates. Katia, dix-huit ans, employée : « Le soir, je ne mange pas, je bois une infusion de verveine. » Jean-Luc, dix-neuf ans, apprenti peintre et couvreur qualifié amateur, emporte un casse-croûte à midi sur les chantiers : pain, steak, côte de porc, jambon ; il ne boit jamais d'alcool. Les jours de course, il

« Nantes. Il y a quelques années, avec des copains, on organisait des soirées « suisson ». Maintenant, on fait des bouffes où l'on mange un peu mieux que d'habitude, mais d'abord pour le plaisir d'être ensemble, pour le plaisir surtout de faire le marché et de préparer ensemble. Et puis, on met des petites bouffes sur la table », Catherine, vingt ans, institutrice dans le Nord, précise encore : « Les petites bouffes entre copains, c'est une fête parce qu'on se retrouve tous ensemble. A la limite, si on ne mangeait pas, ce serait pareil... »

Certains changent leurs habitudes pendant les vacances : ils achètent des légumes et des fruits chez les producteurs. D'autres ont franchi le pas vers une nourriture totalement différente : biologie ou macrobiotique. Michel, professeur d'éducation physique : « J'avais des problèmes de santé, je me traitais de médicaments en médecine, d'antibiotiques en antibiotique. Depuis quatre ans, je me nourris de céréales complètes : sarrasin, blé, riz ; je bois du thé, des infusions de thym, du café » de céréales. J'évite les sucres et les viandes rouges. Depuis quatre ans, je passe l'hiver sans rhume ni grippe... »

Les statistiques détaillent pour compléter ou corriger ces impressions. Aucune ne prend en compte isolément le comportement alimentaire des adolescents et des jeunes. La Fédération nationale des boissons a calculé, toutefois, que la production annuelle de colas est passée de 107 millions de litres en 1970 à 150 millions en 1977, celle de boissons aux jus de fruits de 108 millions de litres à 290 millions (2). Or le public visé par les promoteurs de ces boissons « rafraîchissantes sans alcool » est d'abord celui des jeunes. D'ailleurs, les machines distributrices — qui offrent aussi des petits pains ou des sandwiches dans certains établisse-

ments techniques — ont pris pied jusque dans les lycées.

Le docteur Albert - François Cret, chef du service des maladies métaboliques à l'hôpital Saint-Michel, à Paris, et diététicien des équipes aux Jeux olympiques de 1968 à 1972, évalue à 30 % la proportion des jeunes qui ne nourrissent correctement. Ce pourcentage a doublé en vingt ans. Le docteur Dupin ne croit pas à la catastrophe : « L'alimentation des jeunes n'est pas gravement déséquilibrée. Elle est cependant trop riche en lipides d'origine animale et en sucre à absorption rapide. » De fait, la consommation de graisses, d'acides gras saturés à beaucoup augmenté ces dernières années ; celle des glucides à absorption rapide contenus dans les confitures, sirops, crèmes glacées, bonbons aux fruits, etc., aurait doublé. Les habitudes alimentaires de vingt-cinq ans de 1960 à 1975, selon le docteur Dupin, et ces deux catégories de nutrition sont les plus susceptibles de provoquer l'obésité et les maladies cardio-vasculaires.

Il est vrai que l'éducation alimentaire des jeunes est à faire. Le ministre de l'Éducation nationale, pendant l'année 1976-1977, pendant millions de repas ont été servis au cours de ces établissements publics scolaires universitaires, et plus d'un million aux élèves de l'enseignement privé. Sur l'année, le nombre de repas servis dans les établissements publics atteint le chiffre de neuf millions. Si l'éducation nationale a accompli de réels efforts pour édicter des règles en matière de salubrité et de nutrition, et pour former les personnels, la diététique n'a pas encore envahi les écoles. Des fiches pratiques sont en préparation pour être distribuées aux écoles et collèges, peut-être en 1978. En attendant, les programmes d'apprentissage sont grandement à se composer sur le terrain, au ministère. Analysons les manuels scolaires en octobre 1976, Mlle Brigitte de Kysspotter, 17 ans, directrice de l'Institut supérieur de l'alimentation, concluait que les notions de nutrition apportées aux élèves sont souvent abstraites, incomplètes, et sans lien avec la vie quotidienne.

« Les adolescents et les jeunes ont-ils envie de savoir plus ? Il en est qui l'inquiète habituellement. Quand on achète, on ne se préoccupe pas de savoir si les produits sont trop trafiqués. Jean-Claude et Marie-Line : « On ne va jamais au restaurant, parce que si l'on achète quelque chose de bon, on peut se faire confiance. » Pourrait-on instaurer un instant plus tard, elle ajoutera : « Si je suis malade, je ne pense à toutes les maladies que je pourrais attraper, je me souviens de ce que j'ai mangé chez moi ». Jacky, commis boucher : « Il y a neuf ans que je ne me préoccupe plus de savoir si les produits sont trop trafiqués. Jean-Claude et Marie-Line : « On ne va jamais au restaurant, parce que si l'on achète quelque chose de bon, on peut se faire confiance. »

Dans son dernier ouvrage : Diététique et art de vivre (3), le professeur Jean Trémollières écrit : « L'homme est naturellement consommateur de symboles autant que de nutriments ». Il voyait dans le mythe de l'alimentation naturelle une « forme du respect de la vie ». Les deux lycéennes qui se font un peu d'argent en travaillant pendant le mois des vacances dans un bureau, s'indignent : « On est très super-énervés par le bac, les profs, les parents, alors pourquoi s'embêter encore avec la bouffe ? »

« La bouffe ? Bof... ». Leur corps n'exerce guère dans l'acte de manger. Peut-être cette indifférence des jeunes cache-t-elle leur mépris pour une société d'abondance qui suscite des « maladies de surcharge ». Aux aliments nécessaires pour vivre, ils préféreraient accéder de l'importance au tabac, au sexe, à la drogue ou à l'alcool, qui peuvent faire mourir. Mais ils se retiennent à un monde sensible et à l'entretien, et restent en contact avec l'angoisse jusqu'à petit matin.

On bien... Le professeur Trémollières, ainsi qu'il rappelle que bouffer et bouffir sont cousins. Bouffer, c'était, jadis, montrer la face gonflée par une oie qui n'était pas... Et si les jeunes de 1978 qui ne bâiffent plus étaient des jeunes sans oie ?

Prochain article : L'UN COURT, L'AUTRE PAS

(1) Dans son ouvrage *Alimentation - France*, Editions H.B.F., 164 p., 56 F.

(2) Les chiffres de 1975 sont encore plus élevés, mais c'était l'année des grandes économies.

(3) Editions Guides pratiques Seghers, 324 p., 39 F.

EDUCATION

Les séjours linguistiques en Angleterre

A nous les petits Français

De notre envoyé spécial

Londres. — « English is money. » Il faut apprendre l'anglais si on veut réussir dans la vie. Les parents en sont convaincus. Le séjour linguistique est aujourd'hui une étape forcée de cet apprentissage. Soixante mille jeunes Français de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes de séjours linguistiques ont proliféré. Qu'ils soient privés, publics, à but lucratif ou non, les formules proposées sont variées : échanges, bourses payantes, cours, excursions, sport... Les parents se méfient aux devants de ces offres, mais les organismes de moins de dix-huit ans traversent la Manche, chaque année, pour prendre ce bain rituel d'où ils sortiront l'accent purifié, la langue entre les dents en position correcte pour le « th ». En vingt ans, les organismes

La création chorégraphique

LES CHAMPS DE LA DANSE

JUSQU'EN dans les années 60, la France a vécu la danse comme un phénomène éphémère et fugé. Longtemps encore dans l'après-guerre. Paris a pu se bercer de l'illusion qu'elle était toujours la métropole d'un ballet possédé par Cocteau, rejoint par Roland Petit et Jeanne Charrat. L'Amérique se manifestait par la présence rassurante de Balanchine (sublimation de la tradition d'école), le charme exotique de Catherine Dunham ou les excentricités pittoresques de Ruth Page. Comment aurait-on pu imaginer l'immense révolution qui couvait outre-Atlantique depuis vingt ans, l'élaboration d'une technique moderne, libérée d'une convention vieille de trois cent ans et capable d'exprimer la vérité complexe du vingtième siècle ?

A l'époque, cependant, en Allemagne, Mary Wigman terminait une existence entièrement vouée à la recherche d'une danse plus naturelle. Brisée par le temps du nazisme, trop fatiguée pour partir en Amérique (une de ses disciples, Hanya Holm, y avait fondé en 1951 une école où Nikolaïa allait travailler de 1948 à 1954), Mary Wigman enseignait encore. Une de ses jeunes élèves, Karin Wachner, arriva à Paris vers 1951 : « C'était le désert, dit-elle ; hors du ballet, pas de salut. J'arrivais comme une malheureuse et je demandais : « Est-ce que vous ne connaissez pas un endroit où l'on danse pieds nus ? » Je rentrai là d'un stage en Yougoslavie et j'ai retrouvé la même atmosphère, un immense besoin de s'exprimer, une créativité spontanée explosant dans de nombreux groupes, mais aussi un très fort antagonisme entre le classique (art officiel) et le moderne, tel qu'il existait en France voici vingt ans. »

Le modèle américain

La Symphonie pour un homme seul, de Maurice Béjart — musique de Pierre Heïry — écrivait en 1955 dans la ciel serain. On peut dire que cette œuvre a projeté le ballet français dans la vingtième siècle, même si, par la suite, la recherche d'un langage chorégraphique original tourna court chez Béjart au profit d'une quête de théâtre total. Béjart a eu le grand mérite d'amener un nouveau public (celui du T.N.P., de Jean Vilar) au ballet et d'associer celui-ci aux arts contemporains, au même titre que le théâtre ou le cinéma.

Mal 68 va précipiter le mouvement et accentuer la cassure entre le ballet, action dansée mise en forme par un chorégraphe en vue d'un spectacle structuré, et la danse, matériau brut dont on redécouvre la source, le mouvement. La danse s'adapte à l'esprit de la fête, au besoin de communication, au sens du rituel. Associés au free jazz, à la pop music, aux spectacles de rue, elle trouve des spectateurs qui ne possèdent aucune référence au ballet traditionnel. La curiosité passionnée avec laquelle Carolyn Carlson, venant improviser accompagnée de Barre Phillips, est reçue maintenant dans les plus petites localités permet de mesurer l'évolution profonde des mentalités.

Mal 68 se traduit chez les danseurs par de nombreuses discussions. Elles mettent en lumière le désir de danser autrement, désir latent qui va se cristalliser par la découverte brutale de la modern dance. En quelques années (1970-1974), l'Amérique nous envoie, coup sur coup, Nikolaïa, Alvin Ailey, Murray Louis, Louis Falco, sans aucun souci de chronologie ; Martha Graham après Cunningham, les pionniers après les « post-modern ». C'est la révolution. Ce qui constituait le handicap de la danse, son caractère fugitif, devient un atout dans la création moderne. Art éphémère, elle doit être consommée dans l'instant ; c'est de l'instant qu'elle tire sa plénitude ; moment privilégié où le danseur et le public communiquent dans une même sensation, une même émotion.

Pour de nombreux jeunes danseurs la nécessité de pratiquer la danse moderne, trop longtemps ignorée est devenue impérieuse, absolue. Alors se pose le problème de l'enseignement. Aux Etats-Unis la danse s'apprend dans toutes les universités. L'étudiant américain ne se sépare pas de l'ensemble des disciplines intellectuelles. De nombreuses universités réservent les vacances d'été à des stages animés par les plus grands pédagogues. En France, l'enseignement de la danse est dispensé dans les conservatoires où sa finalité demeure l'acquisition d'une formation professionnelle reposant sur la seule technique classique. Cette organisation s'avère complètement inadéquate à la demande nouvelle qui se fait jour un peu partout.

Quelques éléments isolés tentent un séjour en Amérique. Des troupes au succès confirmé comme le Théâtre du Silence n'hésitent pas à entreprendre un voyage à New-York pour aller s'entraîner chez Merce Cunningham. Et les autres ? Ils courent les stages qui se sont développés à Paris au cours des années, grevant leur budget, mêlant les techniques dans une approche souvent érudite et approximative. Peu à peu plusieurs enseignements réussissent à s'imposer ; ils sont le fait de trois personnalités qui vont marquer fortement la danse actuelle : Carolyn Carlson, Karin Wachner et Susan Burge.

En bonne américaine, Carolyn Carlson ne se sépare pas de la création de la pédagogie. A l'Opéra, depuis cinq ans, elle est à l'origine d'une véritable « école » chorégraphique. Son cours quotidien à la Rotonde des abonnés a été vite saturé. Directement inspirée des méthodes d'improvisation de Nikolaïa, elle insiste surtout sur la libération de l'imagination poussée jusqu'au délire poétique.

Karin Wachner, installée en France depuis plus de trente ans, a créé sa propre méthode à partir d'une expression gestuelle, impressionniste — très wagnérienne — complétée par un travail corporel qui rappelle la technique de José Limon. De nombreux danseurs lui doivent leur première initiation au mouvement naturel, premier matériau de la danse.

Susan Burge vit en France depuis 1970. Elle vient aussi de l'école de Nikolaïa et développe un travail qui insiste sur l'exploration des possibilités du langage corporel. Elle a une façon très personnelle d'épuiser l'essence du mouvement au fur et à mesure de son élaboration, qui fait penser au cheminement d'une création picturale.

En possession d'une technique nouvelle qu'il ne maîtrise pas toujours, le danseur devient chorégraphe. Le concours de Bagnolet, « le Ballet pour demain », donne la mesure d'un phénomène qu'on ne retrouve pas dans les autres formes d'expression.

Bagnolet permet à tous ces jeunes de sortir de leur isolement, de confronter leurs idées et de préciser leurs besoins ; on est du même bord, on travaille dans la même précarité et la même indifférence des pouvoirs publics.

L'Etat n'avait pas envisagé cette prolifération galopante (une dizaine de groupes nouveaux chaque année). Sur le dérisoire budget de la culture, à peine 10% de la somme réservée au département de la musique et de la danse sont consacrées à ce secteur. Souterrain 22 millions pour le ballet de l'Opéra de Paris, il reste environ 8 millions répartis entre les conservatoires et l'aide aux compagnies, parmi lesquelles les quelques grandes troupes (Ballet de Marseille, le Ballet du Rhin, Angers et Nancy, qui fonctionnent avec la participation de la ville). La subvention du ministère oscille alors entre 1 et 2 millions de francs. Trois compagnies autonomes sont aidées pour 1 million de francs : Rusellio, le Théâtre du silence et Félix Blaska.

Viennent ensuite, selon l'expression d'Igor Eisner, inspecteur général de la danse, les aides « historiques », entre 15 000 et 150 000 francs. Elles touchent des compagnies éprouvées (S. Keuten, A. Roux, E. Pégiva, K. Wachner). Depuis 1977 un certain nombre d'aides ponctuelles ont été versées à Moebius, Delta-Phi, M. Caserta, D. Bagouet, Le Cercle, S. Burge, le Four solaires, le Ballet de la Cité. De nouveaux venus y prétendent, car, pour le jeune danse, exiger tout et ne rien recevoir est une manière de démontrer la misère du budget culturel et la désattribution du pouvoir à l'égard de la recherche chorégraphique.

« Notre aide n'est qu'un sursoufflage, reconnaît Igor Eisner, mais même avec un budget double nous ne résoudrions pas le problème. Tous ces groupes pour subsister

ont besoin d'un public. Le meilleur moyen de le leur assurer est de favoriser leur implantation en région où ils pourraient créer tout en sensibilisant la population à la danse. »

Tourner dans le pays

Subventionnés, ou non, tous ces groupes vont devoir pour survivre s'introduire dans des circuits leur permettant de tourner dans tout le pays. Ils y sont efficacement aidés par l'ONDA (Office national de diffusion artistique). Par goût personnel son directeur, Philippe Tiry, consacre beaucoup de son temps et de ses possibilités à l'activité chorégraphique. Attentif à toutes les manifestations, à Paris comme à New-York, il a réussi avec une petite équipe à distribuer de nombreux spectacles de danse :

« Notre action, explique-t-il, se fait uniquement au niveau des structures d'accueil. Dès qu'une maison de la culture, une association, une université, désirent recevoir une troupe, nous organisons l'affaire. Nous apportons une garantie financière en nous engageant à couvrir la moitié du déficit entre le prix de vente du spectacle et la recette éventuelle ; mais nous faisons en sorte que la programmation s'effectue dans des conditions rentables. »

Cette saison 25% des interventions de l'ONDA ont porté sur la danse ; elles concernent une dizaine de compagnies. Comment passer du stade de l'élaboration

1974 pendant trois mois chaque week-end le plateau fut mis à la disposition d'une jeune chorégraphe. L'éviction de l'équipe d'animation des Deux-Portes a eu lieu en août 1977, sous l'égide du nouveau maire de Paris, M. Jacques Chirac.

A l'issue de l'affaire du Théâtre des Deux-Portes la plupart des jeunes compagnies (une trentaine de groupes ou chorégraphes) ont constitué le 3 avril 1978 une Association dans le but de défendre la création chorégraphique par le développement de l'information et la revendication auprès des pouvoirs publics.

Indice d'un nouvel état d'esprit. On assiste également au regroupement d'un certain nombre de danseurs : Susan Burge est à l'origine de Pour un lieu de création, association de comédiens, peintres, musiciens et danseurs. « Peut-être est-ce mon origine américaine, dit-elle, je pense qu'il ne faut pas tout attendre des pouvoirs publics ; il faut prendre ses responsabilités, proposer, agir. Pendant des années j'ai vécu des cours que je donnais en banlieue. J'ai trouvé un accueil à Sartrouville, à la M.J.C. où j'ai pu préparer un spectacle. Cette année, j'ai eu une petite subvention qui m'a permis d'engager de nouveaux danseurs et de créer deux ouvrages en coproduction avec le Centre culturel de Noy-le-Grand. »

D'autres groupes (animés par Dominique Bagouet et Maguy Marin) se sont réunis dans les studios de Nourkî, porte d'Orléans, assez vastes pour préparer des spec-

cule et le Théâtre pieds nus, une parade contre l'inertie ambiante.

En dix ans, dans un mouvement irrésistible, une nouvelle danse a pu se développer en France. Le rôle des maisons de jeunes et de la culture de la périphérie parisienne a été déterminant dans cette aventure. Bagnolet, Saint-Denis, Villiers-le-Bel, Bagneux, Colombes, Noy-le-Grand, Corbeil, Vitry, Sartrouville, Créteil, lui ont permis de survivre. Mais l'équilibre est fragile.

Un équilibre fragile

Certains groupes se maintiennent à la surface (Aline Roux), d'autres se cherchent (Nourkî), se remettent en question (Blaska) ou se transforment (le Cercle). Il y a les bons élèves studieux (Théâtre du Silence), les solitaires (Michel Caserta, Jean Pomarès), les engagés (Serge Keuten, la Tribouille), les femmes (le Four solaires), les stars (Carolyn Carlson, Rusellio), les poètes et tumultueux (Dominique Bagouet et Dominique Bolvin), les conquérants (Maguy Marin, Hideyuki Yano).

Directement influencée par le modèle américain mais riche d'une sensibilité accordée à un autre espace, à une autre culture, cette nouvelle danse se caractérise par une grande diversité d'inspiration et de forme, de la dramatisation subjective d'Alain Guilbart aux effets optiques du groupe

Soi-même, poétique...

Advertisement for dance featuring two silhouettes of dancers. Text includes: 'En danse, on est limité seulement par la physique : on a deux bras, deux jambes ; c'est la technique. En revanche, notre espace intérieur est illimité ; il est d'essence poétique et c'est cela qu'il faut suggérer.' and '... disponible, entièrement ...'.

Advertisement for 'LES YEUX BANDES' by Carlos Saura, featuring Geraldine Chaplin, José Luis Gomez, and Andre Falcon.

Advertisement for 'LES BARBUS' at Musée Bourdelle, 15, rue A-Bourdelle (9e Montparnasse).

Advertisement for 'LA DÉCOUVERTE DU CORPS HUMAIN' at Musée de l'Homme, Palais de Chaillot.

Advertisement for 'SCULPTURES ROMANES DE TOULOUSE' at Musée National Message Biblique Marc Chagall, NICE.

Advertisement for 'Jacques VILLERET 4e MOIS' at Théâtre de la Gaîté-Montparnasse, 26 rue de la Gaîté.

Advertisement for 'FETE ALCAZAR' at Alcazar, 32 rue Mazarme.

Advertisement for 'LES 2 MEILLEURES SOIREEES DE PARIS' at LIDO and MOULIN ROUGE.

Advertisement for 'MADELEINE' at 14 Bd de la Madeleine, featuring 'SPÉCIAL ZEFFIRELLI'.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

Journal de la Saison

en France

Entretien avec Violette Verdy

L'OPÉRA, UN MUSÉE ?

« Une création discutée de Gri-gorovitch, Ramon et Juliette, l'en-trée au répertoire du Spectre de la rose, mais sans la participation de Barychikov... »

« solution que dans une modification des conventions collectives. Aujourd'hui, rien n'a bougé sur ce plan... »

« exemple, s'explique. C'est un choré-graphe corporel qui s'exprime d'une manière antinomique avec la musique... »

« Il faut encourager les jeunes talents ; il en existe en puissance à l'Opéra... »

« Comment concevez-vous cette vocation de la danse d'opéra et jusqu'où peut-on aller dans la modernité ? »

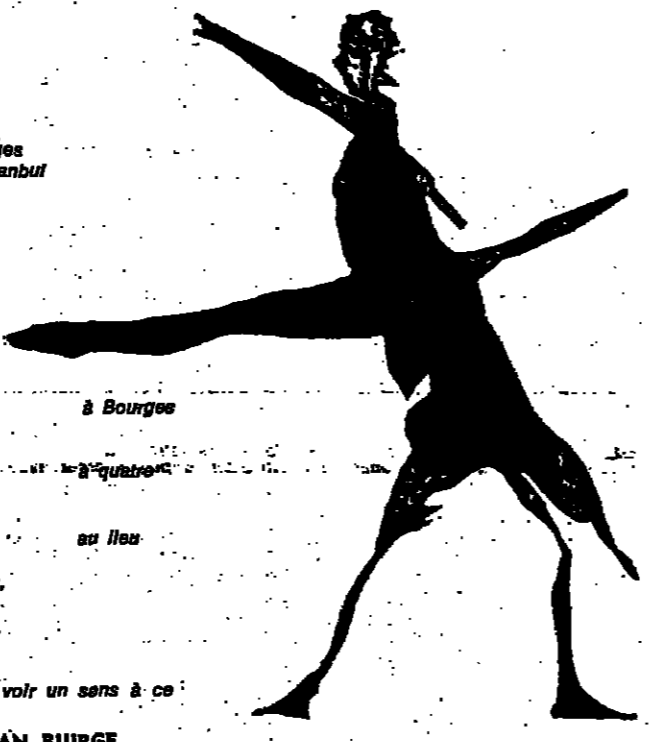
Comme des locomotives

« Le bilan de la saison qui s'achève prouve que rien n'a été changé ! »

Il reste Balanchine

« Comment envisagez-vous d'en-courager la création à l'Opéra ? »

...chez Maria, à Istanbul



« chaise rouge en bois du jardin au restaurant »

LE MONDE chorégraphique... poétique...

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES L'INVASION DES SOUCOUPES VOLANTES

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS v.o. OLYMPIC ENTREPOT v.o. Le Jeu de la Pomme

En v.o. : HAUTEFUILLE - SAINT-LAZARE PASQUIER - ÉLYSÉES LINCOLN - 14 JUILLET BASTILLE un film inédit ALFRED HITCHCOCK JEUNE ET INNOCENT

En v.o. : ÉLYSÉES LINCOLN - SAINT-GERMAIN VILLAGE - OLYMPIC ENTREPOT - 14 JUILLET BASTILLE En v.f. : SAINT-LAZARE PASQUIER - NATION VITTORIO GASSMAN dans un film de DINO RISI le metamore

DEUX ANES Vendredi, rentrée de Gérard SEY, André AUBERT, Christian VEBEL, Jacques MEYRAN et Bruno BREL, dans le grand succès de rire : « LE CON T'ES BON ! » avec Jacques RAMADE, André BETTIN, J.-P. MARVILLE et Robert VALENTINO.

LA CANNE A SUCRE BAB 23.25 DINER-SPECTACLE

En v.o. : U.G.C. BIARRITZ - BONAPARTE - CLUNY ECOLES En v.f. : U.G.C. OPÉRA - U.G.C. GARE DE LYON Le premier film érotique de l'Europe de l'Est. LES HONGROIS ONT OSÉ ! UNE NUIT TRÈS MORALE... Sélection Officielle Cannes 78

DEUX TRIOMPHES COMIQUES TOUS LES SOIRS, 20 H 30 VARIÉTÉS Danielle DARRIEUX Bernard BLIER BOULEVARD FEYDEAU PALAIS ROYAL SIXIÈME ANNÉE! MICHEL ROUX JEAN JACQUES LA CAGE AUX FOLLES de JEAN POIRET

A PARTIR DU 18 AOUT COMEDIE-CHAMPS-ÉLYSÉES EDWIGE FEUILLÈRE et GUY TRÉJAN LE BATEAU POUR LIPAIÀ Comédie de ALEXEI ARBOUZOY

DMANES USE ADELEINE... LA CANNES

cinéma

PORTRAIT DE FAMILLE de Bill Douglas

Dans la veine des trilogies de Marc Donato et Satyajit Ray (l'enfance de Maxime Gorki, Father Panchall, et la suite), les deux premiers volets d'une trilogie écossaise filmés en 1972 et en 1974 dans le village minier où naquit et grandit le cinéaste Bill Douglas (comédien formé chez Joan Littlewood). Avec des moyens financiers dérisoires, mais une rigueur formelle qui mène aux meilleures sources, Dostojewski, Flaubert, sans accompagnement musical ou presque, seules des voix rugueuses, parlant un anglais souvent incompréhensible, témoignent, sur la bande-son, d'une vie élémentaire, réduite aux émotions premières. — Bill Douglas retrouve la magie du grand cinéma muet. Une économie dans la narration proche du dénuement, des plans noirs et blancs d'une violence contenue ; au spectateur curieux de reconstruire la trame d'une enfance perdue et retrouvée.

LE MERDIER de Ted Post

Dans la stricte tradition hollywoodienne, menés tambour battant sans trop s'attarder aux tenants et aboutissants de l'engagement des Etats-Unis au Vietnam, l'histoire d'une poignée de soldats égarés, en 1964, dans un conflit qui les dépasse. L'exploitation astucieuse de la mauvaise conscience américaine, selon des recettes éprouvées.

JOHN FORD AUJOURD'HUI

La rétrospective John Ford en cours à l'Action La Fayette : une réévaluation qui s'impose au moment où sont publiés, après deux ans de travail, les résultats du référendum organisé par la Cinémathèque royale de Belgique auprès d'un échantillon de deux cents critiques, cinéastes et directeurs de cinémathèques du monde entier : John Ford, avec 411 citations, devance légèrement M. W. Crisfield (407 citations), plus nettement Charles Chaplin (313 citations), et assez largement Welles, Hitchcock, Sternberg et

une sélection



« Le Merdier » vu par Bonnaffé

Stroheim. Suprême tue, pour une large part, au vote américain.

ET AUSSI : La Loi et la Pégasus, d'Ivan Passer (le regard critique d'un cinéaste tchèque émigré sur les petits bourgeois de Manhattan) ; le Matamore, de Dino Risai (les mémoires d'un escroc italien ou les métamorphoses de Vittorio Gassman) ; les Yeux bandés, de Carlos Saura (un créateur face au problème de la torture et à l'amour) ; Xina de Sinos, de Carlos Diegues (la légende d'une esclave noire devenue toute-puissante au Brésil, au dix-huitième siècle) ; Hitler, un film d'Allemagne, de Hans-Jürgen Syberberg (le maître du III^e Reich envisagé comme produit d'une culture, d'une philosophie dévoyée, et des fantasmes de la nation allemande).

théâtre

JEAN BENOIGUI en Lacerance

Comédien, Jean Benougui compose aujourd'hui des courts récits pour une voix : la sienne. Il dessine ses textes « sur le motif » : racisme, Argentine et football, surcharge de l'épouse, etc. En chemin, il oblique vers une folie extrême, qui est celle de son art et celle du monde présent.

musique

DU PIANO, DE MENTON A ALZIPRATO

De tous les instruments, le piano est sans doute le plus difficile à déplacer correctement, comme paradoxalement les pianistes sont de grands voyageurs, on les retrouve un peu partout et, entre autres, André Johnson et Bacha, premier grand prix du concours Reine-Elizabeth de Belgique (jeudi 10 août) à Menton, sur le parvis de la cathédrale. Puis, le 12 août, au même endroit, Daniel Barenboim, qui vient célébrer le cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert et qui sera, le lendemain dimanche, à Alziprato, dans les ruines d'un couvent corse. Maria João-Pires, à Menton le 9 août, sera au château de Villeveille, près de Sommières (Gard), avec Gérard Jerry et l'Orchestre Jean-François Paillard, le vendredi 11 août : David Lively, enfin, jouera du Beethoven avec l'Orchestre de l'Opéra de Monte-Carlo, le 15 août à Menton.

L'ANNIVERSAIRE DE LUCERNE Lucerne a huit cents ans. Validité est né en 1676, Schubert est mort depuis cent cinquante

ans et Janacek nous a quittés il y a tout juste un demi-siècle. Comme chaque année, les semaines internationales de Lucerne s'articulent autour d'un thème, et, comme elles, l'éternité, cette année, leur quarantième anniversaire, elles n'oublient pas ceux des autres.

Cergiu Celibidache dirigera le concert d'ouverture avec l'Orchestre du Festival (le 18 août) puis Emil Gilels (jeudi 17 août) : le Collegium Musicum de Paul Sacher (dimanche 20 août), Marie-Claire Alain (vendredi 21 août), Jörg Demus et l'Ensemble philharmonique de Vienne (jeudi 24 août), se succéderont, en attendant Menahem Pressler, Schneiderhan, le Philharmonique de Berlin avec Karajan et celui de Vienne avec Boehm, puis Abbado. Jusqu'au 7 septembre, on peut aller à Lucerne les yeux fermés, quitté à en revenir peut-être les poches vides, (réservations et locations : tél. 041-82-82-12).

ET AUSSI : Roussseau à la Conciergerie avec le claveciniste Scott Ross (jeudi 10 août), création du Temple de la fleur, de Francis Schwartz (à la Sainte-Baume le 10 août) ; Jean Guillou au Festival de Comminges (vendredi 11 août à 21 h 15) ; Lily Leskinne, avec l'ensemble Jean-François Paillard (samedi 12 août à Sommières, dans le Gard), puis, avec l'ensemble Cyril Dieckhoff (jeudi 17 août à Tallades) ; le Requiem, de Mozart avec le chœur de Dusseldorf (dimanche 13 août en plein air à Sophia-Antipolis) ; le nouveau trio Pasquier (mercredi 16 août à Cavailhon).

jazz

LE HUMAN ARTS ENSEMBLE à la chapelle des Lombards. Sous l'impulsion d'un batteur dynamique et inspiré, Charles « Bobo » Shomo, la musique joyeuse d'un groupe de la nouvelle scène new-yorkaise, qui redonne au jazz sa puissance d'invention.

expositions

PARIS-BERLIN au Centre Georges-Pompidou

1900-1933 : Berlin, plutôt que Paris, et c'est tellement récent qu'on a pu croire qu'il n'y avait eu qu'un seul art déployé sur les bords de Seine le dossier épais de l'art allemand depuis les débuts de l'expressionnisme, à l'une des époques les plus fécondes et décevantes aussi de son histoire. Peinture, architecture, arts appliqués. De Kokoschka et Klee à Dada, Otto Dix et George Grosz au Bauhaus et à la Nouvelle Objectivité, violence, révolte, refus névrotique de la société bourgeoise, préoccupations sociales. Loin de l'ivresse plastique et de la folie libérée des créateurs parisiens.

LA PEINTURE EN PROVENCE AU DIX-SEPTIEME SIECLE au palais Longchamp à Marseille

Une exposition peu banale. Elle est faite de deux cents ouvrages pratiquement inconnus, qui, il y a encore quelques années, étaient conservés dans des conditions lamentables. Aujourd'hui remis en état, ils redonnent des talents originaux, tels Michel Serre, Faudran, Leclercq, Pierre Puget, peintres, qui se sont épanouis dans cette Provence du dix-septième siècle, carrefour d'apports nordiques et italiens.

ALBERTO GIACOMETTI chez Maeght, à Saint-Paul-de-Vence

Lire notre article page 11.

CESAR à Antibes

Du plomb en feuille à la ferraille récupérée, des compressions de carrosserie aux « expansions » en résine synthétique, du « Pouce » géant aux autoportraits en bronze, quarante sculptures de César au musée Picasso. Elles ont été choisies pour permettre de suivre depuis vingt ans un parcours riche en péripéties.

DESSINS DE HANS HARTUNG aux Sables-d'Olonne

L'ouverture de l'abstraction lyrique tracée à travers la rétrospective des dessins d'un précurseur : les premiers aquarelles et les premiers lavés informels d'Hartung datent de 1922, alors que le mouvement n'était épanoui en France qu'après 1950. Une importante exposition montée par un musée de province dynamique, ouvert à l'art contemporain, et qui ne se contente pas d'une seule exposition par an.

SCULPTURE ROMANE DE TOULOUSE au musée Chagall à Nice

Avec ses trois gros chantiers : la cathédrale Saint-Étienne, la basilique Saint-Sernin et le sanctuaire Notre-Dame-de-la-Daurade, Toulouse fut à la fin du onzième siècle et au cours du douzième un grand centre de sculpture. Les témoignages en sont malheureusement rares. Ce qu'il en reste, aujourd'hui conservé par le musée des Augustins, fait l'objet d'une belle exposition à Nice, où l'on peut suivre l'évolution du roman toulousain vers ce qu'on peut appeler « une renaissance ».

ET AUSSI : Sam Francis (peintures récentes d'un Américain influencé par le graphisme mexicain) et Jacques Lipchitz (un sculpteur cubiste à travers les collections du Musée national d'art moderne), au Centre Georges-Pompidou ; Poupouzeau, à la Fondation Rothschild ; le corps sculpté par un artiste d'averlure ; Abstraction-création, au musée d'art moderne de la Ville de Paris (la peinture abstraite des années trente) ; la Biennale de Menton (six pays plus la France, et des artistes de tous bords) ; la Fenêtre, au musée de Saint-Tropez (quarante tableaux et des fenêtres ouvertes) ; Jean Héron, à Montauban (rétrospective au musée Ingres) ; l'École de Pont-Aven, au musée de Quimper (le « cloisonnisme », après Gauguin, dans les collections publiques et privées de Bretagne).

Exposition

Tous les musées nationaux seront fermés le mardi 15 août. CENTRE POMPIDOU. Entrée principale rue Saint-Martin (87-13-83). Informations téléphoniques : 87-17-12. Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi et dimanche, de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche. PARIS-BERLIN - Rapports et contrastes, France-Allemagne, 1900-1933. Jusqu'au 6 novembre. SAM FRANCIS. Jusqu'au 4 septembre. JACQUES LIPCHITZ (4^e étage). Jusqu'au 16 octobre. ALBERTO GIACOMETTI. Cabines d'art graphique. Jusqu'au 11 septembre. FERRIGNAC. Cabines d'art graphique. Jusqu'au 4 septembre. LE POPOIDROME DE YILLIQU ET PFEUTER. Un hommage aux Dogons et aux Bambara. Galeries contemporaines. Jusqu'au 4 septembre. ATTELLES AUJOURD'HUI 9 : Sculptures indiennes de Scott-Monteriff (Chaco-Paraguay) - Gravure de Tiki (Tunisie). Jusqu'au 25 septembre.

POESIE ITALIENNE CONTEMPORAINE. Jusqu'au 28 août. ATELIER PHOTOS. Krzysztof Frukacz. Jusqu'au 20 août. Centre de création industrielle L'ESPACE URBAIN SOVIETIQUE, 1917-1978. Jusqu'au 12 septembre. SOUS LE SOLEIL AUTEMPERE, l'énergie solaire. Jusqu'au 16 octobre. E.P.I. L'ENFANT ET LE LIVRE. - Jusqu'au 26 août. ALICE, ULYSSE, OUI HESSE. - Jusqu'au 28 août. CITIES DE LA MER, CITIES DU FLEUVE. Photographies. - Jusqu'au 28 août. L'ART PREHISTORIQUE. - Jusqu'au 11 septembre. LA VIOLE DE GAMBE. - Jusqu'au 4 septembre. MUSEES. DE RENOUAUX MATISSE. Vingt-deux chefs-d'œuvre des musées soviétiques et français. - Grand Palais, entrée Clemenceau (281-34-10), sauf mardi, de 10 h à 20 h. 24 mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F. le samedi : 6 F. Jusqu'au 18 septembre. JULES BOMAIN. L'histoire de l'élection (tapisseries et dessins). - Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 septembre.

Grand Palais (voir ci-dessus). (Entrée gratuite le 11 septembre). Jusqu'au 2 octobre. MUSEE D'ART RELIGIEUX. Inventaire du canton de Campan. - Grand Palais, porte D (voir ci-dessus). Jusqu'au 4 septembre. HENRI SIVIERE (1884-1951). Aquarelles et gravures. - Petit Palais, quai Alexandre-III (285-82-21). Sauf lundi et mardi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 5 F. gratuite le dimanche. LA DESCENTE DE CROIX. Groupe sculpté italien du treizième siècle. - Musée du Louvre, entre porte Janvier (280-39-29). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 5 F. gratuite le dimanche. DONAZION PICASSO. - Musée du Louvre, entrée porte Janvier (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 septembre. PIERO DELLA FRANCESCA. Le portrait de Sigismondo Malatesta (donner du département des peintures n° 15). - Musée du Louvre, entrée porte Janvier (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 septembre. NOUVELLES ATTRIBUTIONS. - Dessins du seizième et du dix-septième siècle. - Musée du Louvre, entre porte Janvier (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 septembre.

AUGUSTE RODIN : le monument des Bourgeois de Calais (1884-1889). - Musée Rodin, 17, rue de Valenciennes (700-03-34). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. et de 14 h à 18 h. Entrée : 5 F. la dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 20 août. LES BARBUS. - Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle (06-77-77). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. 30. Entrée : 5 F. Jusqu'au 11 septembre. LE CRATON DE FONTAINEBLEAU. - Musée de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (77-61-77). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. 30. Entrée : 2,50 F. Jusqu'au 20 août. ANTONIO CLAVE. Peintures, 1928-1978. - Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (77-61-77). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. 30. Entrée : 5 F. gratuite le dimanche. ABSTRACTION-CREATION (1918-1978). - Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 septembre. DENIS DUBOIS. Peintures et dessins inédits sur le thème de « Mésène ». - Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 septembre. JOHNNY FRIEDLANDER. Gravures. - Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 septembre. L'ABSTRACTION ANALYTIQUE : de 1918 à nos jours. - Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 18 septembre. ATELIER PORTUGAL. - Musée de la Ville de Paris, 14, quai de New-York (voir ci-dessus). Entrée gratuite pour les enfants et les groupes (animations, prendre rendez-vous au 723-61-57). Jusqu'au 29 octobre. L'HERITIER DE JEAN-JACQUES ROUSSEAU. - Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (280-52-14). Sauf mardi, de 10 h à 12 h. et de 14 h à 17 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 2 octobre. PEINTURES CONTEMPORAINES. MOCOON. - Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 11 novembre. SEPTIEME AU VINGTIEME SIECLE. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 11 novembre. AFFICHES AMERICAINES 1945-1978. - Musée de l'Artich, 18, rue de Valenciennes (284-30-04). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 11 septembre. 1882-1931. - Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (234-07-07). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 24 septembre. L'HOMME ET SON CORPS DANS LA SOCIETE TRADITIONNELLE. - Musée de la Ville de Paris, 14, quai de New-York (voir ci-dessus). Entrée gratuite pour les enfants et les groupes (animations, prendre rendez-vous au 723-61-57). Jusqu'au 29 octobre. ANDRÉ BARBACCO. Châque année de théâtre. Bibliothèque nationale, 55, rue de Valenciennes (288-82-82). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 30 août. KUCUKI TAKARA. Photographies. - Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Salle de lecture du cabinet des estampes. Sauf dimanche, de 9 h à 17 heures. ABSTRACTURES : Photographes de L. Balis, F. Baron, A. Bellegrue,

J. Bonnamalon, F. Tosani, J. Turner. - Galerie de photographie de la Bibliothèque nationale, 55, rue de Valenciennes. Sauf dimanche, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 28 août. EPILOGUE DES COSTUMES DU MONDE. - Musée de l'Homme, Palais de Chaillot (865-70-50). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. et samedi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 novembre. ELEGANCES FRANÇAISES de 1790 à nos jours. - Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10 avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie (750-05-46). Sauf mardi et mercredi, de 10 h à 17 h. 40. Jusqu'au 20 octobre. VISAGES DE MONTMARTRE. - Musée de Montmartre, 37, rue Saint-Vincent. Jusqu'au octobre. IL ETAIT UNE FOIS LEONARDO. Exposition-étude pour enfants. - Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablonnais. Jusqu'au 21 décembre. GOSTA WILANDER. Vues de Paris. - Musée de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (77-61-77). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. 30. Entrée : 5 F. Jusqu'au 17 septembre. LES POLIERS DU DIX-NEUVIEME SIECLE à PARIS. - Château de Bagatelle, route de St-Germain à Neuilly-Bois de Boulogne, tous les jours de 10 h à 17 h. 30. Jusqu'au 11 septembre. JARDINS EN FRANCE - 1789-1829. - Hôtel de Ville, 62, rue Saint-Antoine (277-33-30). Sauf mardi, de 10 h à 12 h. 30 et de 14 h à 18 h. 30. Jusqu'au 17 septembre. POUPELUTTE. Sculptures et dessins de 1907 à 1978. - Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Serpyrie (252-50-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Prologue jusqu'au 10 septembre. Le Musée Jacquemart-André, fermé au mois d'août, rouvrira le vendredi 1^{er} septembre, à 13 h. 30.

Musée-château. Jusqu'en septembre. CAROBS - Nationale 20 (Clarebonnet, le Groupe Uniel, Emare, Lovre, Faga, Pincemin, Wakhévitch, etc.). - Musée de Calves (35-10-90) et à Auzas, au bord de la Nationale 20. Jusqu'au 31 août. LA CAVALERIE (Aveyron) - Musée de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (77-61-77). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. 40. Jusqu'au 20 septembre. L'ECOLE DE FONTAINEBLEAU. - Musée de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (77-61-77). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. 40. Jusqu'au 20 septembre. LA SOCIÉTÉ (France) - Musée de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (77-61-77). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. 40. Jusqu'au 20 septembre. MEYERSON. La douzième Biennale internationale d'art. Palais de l'Europe (35-87-14). Jusqu'au 17 septembre. MONTAUBAN. - Jean Héron, rétrospective. - Musée (65-04-10). Jusqu'au 10 septembre. NITEL. Sculptures japonaises de Fontainebleau. Musée national d'art moderne, 11, rue de Valenciennes (77-61-77). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. 40. Jusqu'au 20 septembre. GUSTAV ADOLF. Musée et les symboles. Galerie des Pontonniers. Jusqu'au 15 septembre. QUIMP. L'École de Pont-Aven dans les collections publiques et privées de Bretagne. Musée de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (77-61-77). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. 40. Jusqu'au 20 septembre. SAMATUELLE. Ateliers Américains. - Galerie Bernard, quartier de la Plaine (78-21-27). Jusqu'en octobre. LA ROCHELLE. Exposition « Le Siège de la Rochelle de 1627-1628 ». - L'Oratoire, salle municipale, ancienne église Saint-Jacques. Jusqu'au 15 octobre. LES SABLES-D'OLONNE - Hans HARTUNG. Rétrospective de l'œuvre sur papier : 1929-1978. - Jean-Pierre Pécqueur. Peintures et dessins. Musée de l'Abbaye de Sainte-Croix (82-81-10). Jusqu'au 30 septembre. SAINT-JURIN. - Rétrospective de l'art contemporain au IX^e Festival - Salon d'art contemporain. Jusqu'au 21 août. SAINT-PAUL-DE-VENCE - Alberto Giacometti. - Fondation Maeght (35-81-85). Jusqu'au 30 septembre. SAINT-TROPEZ. - Rétrospective de l'art contemporain. - Musée de l'Annuaire. Jusqu'au 18 septembre. FERRIGNAC (Corrèze). Luminaires et axes vives en Limousin (peintures, gravures, tapisseries, modèles, vitraux et objets contemporains). - Chapelle des Pénitents. Du 10 au 27 août. VALENCE. Le musée dans la rue, la rue dans le musée. - Jusqu'au 15 septembre. VALLAUBRE. Sous Poliakoff. Rétrospective. - Musée municipal (82-76-94). Jusqu'au 2 octobre.

CLARETUCHERER ANNIE GIRARDOT PIERRE MONDY VASY MAMAN un film de NICOLE DE BURON avec la participation de NICOLE CALFAN CLAUDE PÉPLU - MYRIAM BOYER - HENRI GARCIN - ROBERT CASTEL JACQUELINE DOYEN - GUY MARCHAND - CATHERINE SAMIE ELEANORE KLARWEIN - RICHARD CONSTANTINI. Réalisé par NICOLE DE BURON, NICOLE CALFAN, PIERRE SERRA, MARIE-PIERRE MARIE-PIERRE. Musique de MARIE-PIERRE MARIE-PIERRE. Montage de MARIE-PIERRE MARIE-PIERRE. Production de MARIE-PIERRE MARIE-PIERRE. Distribution de MARIE-PIERRE MARIE-PIERRE.

COLISÉE - RICHELIEU - WEPLER - GAMBETTA - MONTPARNASSE PATHÉ - CONVENTION FAUVETTE - FRANCAIS - U.G.C. ODEON - PATHÉ Belle-Epine - MULTICINÉ Champigny STUDIO Pasty 2 - TRICYCLE Asnières - VELIZY - AVIATIC Le Bourget - FRANCAIS Engennes MÉLIÉS Montreuil - ARIEL Reuil - GAUMONT Evry. Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 771.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

festivals... LEURS CACHETS de la BOURGEOISIE

Jp 14 de 150

Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.
ATRENE (973-27-24) (D., L., Mar.), 21 h. : Les Pourchères de Scapin.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (290-29-35) (D.), 22 h. : La Femme rompus ; 23 h. : Le Cadeau (dernière le 12).

Variétés

Le music-hall
ELYSEES-MONTMARTRE (808-38-70) (D.), 21 h. : mat. sam. 17 h. : Rip-Off.

La danse

COUR DE LA MAIRIE DU IV^e, PLACE RAUBER, les 11, 12, 13, 14 et 15, 21 h. : Ballets historiques du Marais.

Le jazz

CHAPÉLLE DES LOMBARDS (236-05-11) (L., Mar.), 20 h. 30 : Emmaus Art Ensemble.

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans.
La Cinémaèque
CHAILLOT (704-24-24)
MERCREDI 9 AOUT
15 h. : Fantomas (première partie), de L. Feuillade ; 18 h. 30 : Fantomas (deuxième partie), de L. Feuillade ; 20 h. 30 : Régiment de comètes, de P. Lang ; 22 h. 30 : Citizen Kane, de O. R. Hill.

Les exclusivités

ADIEU, JE RESTE (A. v.o.) : U.G.C.-Marbut, 9 (222-47-19).
LA RECHERCHE DE MR GOOD-BAIR (A. v.o.) : R. Basse, 9 (222-47-19).
ANNIE HALL (A. v.o.) : La Claf, 9 (222-47-19).

MULTI GINE
LE MATAMORE
DINO RISI
ELYSEES LINCOLN - SAINT-GERMAIN VILLAGE - NATION - SAINT-LAZARE PASSERIE
HITCOCK
JEUNE ET INNOCENT
ELYSEES LINCOLN - HAUTEFENILLE SAINT-LAZARE PASSERIE
LES CHEVAUX DE FEU
HAUTEFENILLE

Les films nouveaux

Portrait d'un homme en blanc de Bill Douglas (A. v.o.) : Olympia 14 (542-87-42).
LA MONTAGNE EN HAUT DE LA MONTAGNE (A. v.o.) : Gaumont-Beaubourg, 15 (222-47-19).
LE CERCLE DE FER (A. v.o.) : U.G.C.-Opéra, 2 (222-47-19).

Les grandes reprises

APRÈS SALES ET MARCHANDS (A. v.o.) : La Claf, 9 (222-47-19).
AMÈS FÉLICES (A. v.o.) : André-Beaumont, 15 (222-47-19).
AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Ruysses-Pointe-Neuve, 14 (222-47-19).

Les festivals

CINEMA FRANÇAIS ANTOINE ET JULIEN (A. v.o.) : 15 (222-47-19).
AMERICAINS STORY (A. v.o.) : Olympia 14 (542-87-42).
DOCTEUR JIVAGO (A. v.o.) : Quinquante, 9 (222-47-19).

Les séances spéciales

L'ARRIVÉE DE DODD (A. v.o.) : Olympia 14 (542-87-42).
L'ARRANGEMENT (A. v.o.) : Olympia 14 (542-87-42).
LE BAL DES VAURIENS (A. v.o.) : Olympia 14 (542-87-42).

GRAND REX vf - ELYSEES CINEMA vo - ROTONDE vf
UGC GOBELINS vf - 3 MURAT vf - MISTRAL vf - UGC DANTON vo

UN FILM DE JOHN BOORMAN
"Le Point de Non Retour"
LEE MARVIN
LE POINT DE NON RETOUR
ANGIE DICKINSON
KEENAN WYNN, CARROLL O'CONNOR, LLOYD BOCHNER, MICHAEL STRONG

VOTRE CE
MONTAGNE EN HAUT DE LA MONTAGNE
LE CERCLE DE FER
LA MONTAGNE EN HAUT DE LA MONTAGNE
LE CERCLE DE FER

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

EMPLOI

Le téléphone aussi ?

L'industrie du téléphone rejoindra-t-elle dans les prochains mois le triste cortège des secteurs supprimant des emplois ? On peut le craindre. Déjà chez CIT-Alcatel, l'un des principaux fabricants de centraux téléphoniques, l'usine de Marçay-en-Barrois ne tourne qu'à trente-six heures par semaine. Dans le groupe l'embauche a été stoppée, la sous-traitance réduite, et des milliers de licenciements ont été annoncés pour la fin de 1979...

SOCIAL

M. LIONEL STOLERU VEUT LUTTER CONTRE LE TRAVAIL AU NOIR

M. Lionel Stoleru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail a décidé de lancer « une campagne systématique » aux abus du travail au noir. Interrogé au micro de France-Inter, mardi 8 août, M. Stoleru a précisé que « le véritable fléau social (provoqué) des professionnels du travail clandestin, c'est-à-dire des entreprises employant presque exclusivement du personnel non déclaré, pour lequel elles ne paient ni charges sociales ni T.V.A. ».

RÉGIONS

ILE-DE-FRANCE

Un peu de Paris aux piétons

Dix secteurs de la capitale sont réservés piétons jusqu'au lundi 21 août : les liaisons Saint-Séverin-Beaubourg et Notre-Dame-Hôtel de Ville, le Champ de Mars, le bas des Champs-Élysées, les Tuileries, les Halles, Saint-Germain-des-Près, la Gaîté-Montparnasse, la Butte Montmartre, le faubourg Saint-Honoré et le secteur Caumartin-Provence.

PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR

LA GARE DE NICE SANS BUFFET

Les vingt et un employés du buffet de la gare de Nice seront en chômage à partir du vendredi 15 septembre, après la décision de la compagnie des Wagons-Lits, garante de l'établissement, de fermer pour cause de déficit.

AFFAIRES

Un classement de « Fortune »

LA RENTABILITÉ DES ENTREPRISES NON AMÉRICAINES A DIMINUÉ EN 1977

Les cinq cents premières sociétés classées par la revue Fortune, ont connu un exercice moyen en 1977, succédant à une « bonne année » 1976. Si leur chiffre d'affaires a augmenté de 10,8 %, leurs profits n'ont progressé qu'en rapport à 1976 que de 6,7 % entraînant ainsi une dégradation des marges de rentabilité moyenne.

CENTRAIS ELECTRICAS DE MINAS GERAIS S.A. - CEMIG - BRAZIL

RESUME OF THE 6TH INVITATION TO PREQUALIFICATION FOR THE SUPPLY OF PERMANENT EQUIPMENT. Centrais Electricas de Minas Gerais S.A. - CEMIG, Minas Gerais State Utility Company, Brazil, will accept applications for prequalification...

LA GRANDE-BRETAGNE OBTIENT D'IMPORTANTES CONTRATS EN CHINE

La Chine a demandé à la Grande-Bretagne d'aménager et d'équiper deux importantes mines de charbon à Tatsung, dans le nord-est du pays, écrit le Financial Times du mercredi 8 août.

Infirmer un jugement de la cour d'appel de Douai

LA COUR DE CASSATION DONNE TORT AUX GRÉVISTES D'USINOR

(De notre correspondant.) Dunkerque. En 1973 et 1974 les travailleurs postés d'Usinor-Dunkerque avaient supprimé le travail du dimanche, dans le cadre d'un mouvement revendicatif visant à obtenir dans dix pays différents, l'affichage des postes à ruban bleu si l'on peut dire étant détenu par Sadler et Demain-Nord-Est-Longwy; le raffinage, où treize compagnies ont tenu l'ensemble en défaut.

Après leur rencontre avec M. Le Theule

LES AGUILLEURS DU CIEL SE CONSULTENT POUR SAVOIR S'ILS DOIVENT REPRENDRE LA GRÈVE

La grève du ciel des aiguilleurs du ciel pourrait reprendre à la fin de cette semaine. Les contrôleurs aériens, réunis en assemblée générale mercredi 8 août, ont décidé de la suite à donner à leur mouvement, au lendemain des discussions engagées avec M. Le Theule, ministre des transports, que leurs représentants syndicaux ont jugés très décevantes.

Pas d'accord

Jeux d'été

En juillet, le temps d'un dimanche, Paris a consacré ses plus belles artères aux cyclistes du Tour de France. Ce mois-ci, pendant une dizaine de jours, plusieurs rues de la capitale sont réservées aux piétons. Accueillir le Tour de France, faciliter les promenades des touristes, on aurait mauvaise grâce à se plaindre de ces initiatives.

Corse

M. Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine (R.P.R.), demande dans une question orale avec débat adressée au premier ministre, quelles mesures vont être prises pour doter la Corse des moyens de surveillance appropriés après l'autorisation accordée aux gros pétroliers par le préfet maritime de Toulon de s'approcher jusqu'à 5 milles marins des côtes de la Corse.

BASSE-NORMANDIE

LES SPECTACLES

DU CASINO DE CABOURG DE PARIS

Après l'article publié dans le Monde le 26 juillet, M. Edgard Darcourt, directeur du casino de Cabourg, nous demande de préciser que « contrairement à ce que nous laissons entendre les programmes du casino sont équilibrés et financés par sa direction et non par M. Bruno Coqutris et la ville de Cabourg ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNISIC

La Sicav UNISIC constituée en 1974 a toujours eu une politique de placement et d'actions de portefeuille et de ce fait, a pu pratiquement toujours plus de 90 % de son actif en actions françaises.

PRONUPTIA

Progression des exportations. Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé par la société au cours du premier semestre de l'exercice (1-1-77 à 31-6-78) s'est élevé à 38,2 millions de francs contre 35,7 millions de francs pour la même période de l'an dernier.

legrand

Le montant des ventes réalisées en juillet 1978, 68,5 millions, est en augmentation de 15 % par rapport au même mois de 1977 qui, est vrai, était plutôt faible.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 8 AOUT.

La baisse se ralentit

Troisième séance consécutive de fléchissement mardi à la Bourse de Paris, où la consolidation de la réaction, hausse s'est poursuivie dans un climat resté sévère. Les opérateurs avaient d'ailleurs toutes les raisons de l'être puisque les ventes bénéficiaires étaient, semble-t-il, en train de se tarir. Encore importantes à l'ouverture de la séance, elles se sont un peu éclaircies au fil des cotations et l'adage "attendu, qui perdait 1-2 % de gains, terminait finalement en repli modéré d'environ 0,5 %.

De fait, le nombre de bourses a été un peu moins important que la veille, des hausses parfois sensibles ayant pu être réalisées dans la totalité des compartiments : Sogefy, B.C.T. et Saunier se sont ainsi adjoints entre 2 et 4 %, tandis que C.F.D.E., Martis et St-Louis subissent les plus nets replis de la séance (- 4 à 5 %).

La tenue plus disciplinée du franc sur les marchés des changes incite bien sûr par rapport au dollar, qui s'est encore alourdi, le nouvel envol de l'or à Londres comme à Paris, et la hausse de 12 % de l'argent au jour le jour pourraient laisser prévoir une baisse plus profonde. Non seulement, elle ne s'est pas produite, mais les cours ont commencé à remonter après les premières cotations. Les remarques autour de la corbeille. Preuve de la solidité d'un marché qui va repartir ? Les prochaines séances le diront. Mais, déjà, beaucoup y croient au Palais Brontariol.

Sur le marché de l'or, en liaison avec Londres, le litige a fait un nouveau bond, s'établissant à 287 50 F contre 280 50 F. La notation de 280 50 F contre 280 50 F, est vraie que le volume des transactions a été insignifiant, à 2 millions de francs contre 7,4 millions. Paris n'est pas Londres.

LONDRES

L'effacement s'accroît

L'effacement s'accroît mardi à la Bourse de Londres, où la consolidation de la réaction, hausse s'est poursuivie dans un climat resté sévère. Les opérateurs avaient d'ailleurs toutes les raisons de l'être puisque les ventes bénéficiaires étaient, semble-t-il, en train de se tarir. Encore importantes à l'ouverture de la séance, elles se sont un peu éclaircies au fil des cotations et l'adage "attendu, qui perdait 1-2 % de gains, terminait finalement en repli modéré d'environ 0,5 %.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DEUTSCHE BANK. - Pour les six premiers mois de l'exercice en cours, le bénéfice d'exploitation a augmenté de 10 % par rapport à la même période réalisée en 1977. Le bilan de la banque est resté à peu près inchangé à 7,5 milliards de francs fin 30 juin 1978, mais le poste des fonds propres par la D.B. s'est accru de 1,5 à 2 milliards de francs au 30 juin 1978. Le bénéfice net de 1978 s'est établi à 1,5 milliards de francs contre 1,2 milliards de francs en 1977. Le chiffre d'affaires est resté à 10,2 milliards de francs contre 9,7 milliards. Pour l'exercice entier, les dirigeants du groupe s'attendent à une progression de 5 à 10 % des bénéfices par rapport à 1977.

HACHETTE. Le groupe publie ses comptes consolidés de 1977 qui comprennent ceux de la société mère, Hachette Livre, et ceux de ses filiales. Le chiffre d'affaires est resté à 3,5 milliards de francs, le bénéfice net par action, compte tenu des plus et moins-values est resté à 30,5 F. Le dividende est de 23,50 F, mais le résidu, seul, est passé de 18 F à 23,50 F par titre.

INDICES QUOTIDIENS

COTATION Base 100 = 30 déc. 1977. Valeurs françaises = 1307,8 points. Valeurs étrangères = 1437,1 points. C. DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 = 29 déc. 1977). Indice général = 92,2 points.

NEW-YORK

La hausse reprend

Interruption lundi par une vague de ventes bénéficiaires, relativement modérée, le mouvement de hausse est reparti mardi au New York Stock Exchange. Encore assez nombreuses au début de la séance, les ventes ont néanmoins trouvé une contrepartie de plus en plus large, à bien qu'après avoir été plus de 3 points dans la matinée, l'indice Dow Jones a retrapé le terrain perdu, et s'est inscrit, au clôture, à 102,1, en progrès de 4,18 points. Le volume des transactions est resté très important, 34,34 millions d'actions ayant changé de mains contre 33,33 millions la veille.

Sur 1.891 valeurs traitées, 833 ont monté, 1.055 ont reculé, tandis que 144 titres restaient à peu près stables. Le marché est-il prêt pour un nouveau envol du dollar sur le marché des changes, et éventuellement d'une nouvelle vague de hausse ? L'OPFR en septembre prochain pour examiner les problèmes monétaires pourrait bien redonner du ton enthousiaste.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (par yen) = 167,48 points. Taux du marché monétaire États-Unis = 7,5 %.

VALEURS

Table of stock prices for various companies in Paris, London, and New York. Columns include company names, previous prices, and current prices.

BOURSE DE PARIS - 8 AOUT - COMPTANT

Table of stock prices for companies listed on the Paris stock exchange. Columns include company names, previous prices, and current prices.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market prices for various commodities and currencies. Columns include commodity names, previous prices, and current prices.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies. Columns include currency names, previous rates, and current rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices for various types of gold. Columns include gold type, previous prices, and current prices.

COTE DES BILLETTS

Table of bill prices for various banks and currencies. Columns include bank names, previous prices, and current prices.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices for various types of gold. Columns include gold type, previous prices, and current prices.

PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR LA GARE DE... SANS BUFFER... ASSI-MORMANDIE LES SPECTACLES DU CASINO DE...

UNISIC

PRONUPT

Le grand

Journal de 1978

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
- PROSPECTIVE : « Quelles données ? » par J.-L. Rigal ; « Les diplomaties et le tyranisme », par V. Bourque.
3. ÉTRANGER
- Le rencontre du 5 septembre à Camp David.
4. ASIE
- EUROPE
- AFRIQUE
5. AMÉRIQUES
6. LA MORT DU PAPE ET SA SUCCESSION
- 7-8. POLITIQUE
9. SOCIÉTÉ
- Les jeunes dans leur corps » (II), par Charles Viel.
9. ÉDUCATION
10. RELIGION
- SPORTS

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 11 à 17

EXPOSITIONS : Giscometti à Saint-Paul-de-Vence, par A. Fernigier ; Idées cyclodiques au musée d'Art Moderne, par F.-M. Grand.

MUSIQUE : Le Festival de Spolète.

DANS : La création chorégraphique en France, par M. Michel ; Entretien avec Violante Verdy.

17. ÉCHOS

18-20. ÉCONOMIE-RÉGIONS

LIRE ÉGÁLEMENT

RADIO-TELEVISION (17)

FEUILLETON : Adieu Californie (2).

À annoncer classés (18) ; Aujourd'hui (19) ; Carnet (10) ; Journal officiel (8) ; Météorologie (9) ; Mots croisés (6) ; Bourge (21).

NEIGE, TEMPÊTE, INCENDIES DE FORÊTS... UN ÉTÉ MALADE

Dans les Alpes suisses et italiennes, les débordements et les inondations résultant des violents orages de derniers jours ont causé la mort d'une vingtaine de personnes. Dans la seule vallée italienne d'Ossola, dix corps ont été retrouvés, deux personnes sont portées disparues et vingt blessés ont dû être hospitalisés. La plupart des victimes se sont trouvées prises dans des glissements de terrain, alors qu'elles circulaient en automobile, d'autres ont été trouvées mortes, sous les débris de leurs maisons. Des habitants catholiques de cette région ont affirmé « voir un signe du ciel » dans ces orages qui ont commencé dimanche soir, peu après la mort du pape Paul VI.

En Suisse, dans le Tessin, les inondations, les plus graves des quinze dernières années, ont fait six morts. Les routes et les voies ferrées sont coupées, de nombreuses récoltes ont été détruites. Dans le canton des Grisons, deux fillettes sont mortes dans leur maison emportée par un glissement de terrain. Sur les rives du nord du lac Majeur, des centaines de policiers et de militaires suisses ont, pendant toute la journée du mardi 8 août, dressé des digues pour contenir l'inondation. Dans le Jura suisse, près de la frontière française, les terres ont également été inondées, mais on ne signale aucune victime.

En raison du mauvais temps — il a neigé au-dessus de 1 500 mètres, mardi, dans la région de Chamont, — plusieurs cordées étaient en difficulté mardi soir dans le massif du Mont-Blanc : on était sans nouvelles de deux alpinistes italiens engagés à l'aiguille de Laschaux et de deux Polonais gravissant Les Drus par la voie Bonatti. L'un des deux japonais et l'autre de deux français qui avaient entrepris, dimanche, l'ascension de l'arête sud de l'aiguille noire de Pentaray. Les recherches continuent également pour retrouver le docteur Gilbert Yakoubovitch, quarante-deux

AGRICULTURE : RIEN N'EST JOUÉ

Il est encore trop tôt pour apprécier les conséquences globales du mauvais temps sur la production agricole. On enregistre par endroits des baisses de rendement ponctuelles dans les céréales, qui laissent mal augurer du niveau de la récolte finale. Habituellement, la moisson est terminée au 15 août sur l'ensemble du territoire. Les pluies persistantes l'ont retardé d'environ trois semaines. Si le mauvais temps s'intensifie jusqu'à la fin du mois, les pertes en céréales seraient alors très importantes.

Pour la vigne, en dehors d'accidents comme la destruction à 90 % par le grêle du vignoble de Bouilly-sur-Loire, il ne se posera pas de problèmes de quantité, mais la qualité pourrait souffrir d'attaques de mildiou.

Il est aussi trop tôt pour dire comment les fruits d'automne supporteront l'humidité constante. Le développement des maladies comme la tavelure pourrait entraîner des difficultés de commercialisation. Les betteraves ne devraient pas subir les méfaits de la météorologie, du moins en volume. Mais leur teneur en sucre serait plus faible.

L'activité agricole ne s'exerce pas à dates fixes et un rayon de soleil, même tardif, peut changer bien des prévisions.

Dans le sud de la France, le vent violent qui a soufflé a provoqué divers accidents. En mer, où les creux atteignaient 6 mètres, on a dû

suspendre les recherches entreprises pour retrouver deux des hommes d'équipage du voilier italien Calypso, un ketch de 9 mètres, tombé à la mer dans la nuit du lundi 7 ou du mardi 8 août à 20 milles nautiques au sud de l'île de Porquerolles. Elles doivent reprendre ce mercredi 9 août.

Pour ce qui concerne les incendies dans le Sud-Est, le P.C.-feu de Draguignan (Var), indiquait, ce mercredi 9 août, nous rapporte notre correspondant régional, que « celui de la presqu'île de Saint-Tropez était considéré comme éteint ». Deux campings ont dû être évacués, plus de 50 hectares ont brûlé. A Sainte-Maxime, où environ 300 hectares ont été détruits par le feu, seule subsiste « une crête virginité ». Deux avions Canadair devaient intervenir et les sapeurs-pompiers ont entrepris de tracer des pistes avec des engins mécaniques pour se rendre plus facilement maîtres du terrain. La météo annonçant des vents d'une violence comparable à celle de mardi, tout le dispositif de lutte devait rester en place. Au total, pour la seule journée du 8 août, vingt-six feux d'incendie ont été éteints dans le Var. Deux pompiers ont été légèrement blessés.

C'est surtout en Corse que la situation reste préoccupante. Depuis le lundi 7 août, plus de 3 000 hectares de maquis ont été détruits par des incendies allés par un vent violent dans le cap Corse, en Balagne et sur la côte orientale de l'île. Au cap Corse, région la plus touchée, de nombreux villages et camps de vacances ont dû être évacués et les sapeurs-pompiers ont dû abandonner à la hâte trois camions-citerne cernés par les flammes. Neuf Canadair (sur les douze qui possèdent la France) ont été envoyés sur les lieux pour lutter contre le feu, mais le vent (de 100 à 150 kilomètres-heure) qui fait rage au-dessus de la Méditerranée gêne considérablement leur approvisionnement en eau. Les liaisons maritimes entre l'île de Beauté et le continent connaissent des retards importants en raison de la tempête.

A Pékin LES DISCUSSIONS SUR LE TRAITÉ DE PAIX AVEC LE JAPON ONT COMMENCÉ AU NIVEAU MINISTÉRIEL.

M. Sonoda, ministre japonais des affaires étrangères, arrivé mardi 8 août à Pékin pour la poursuite des négociations d'un traité sino-japonais de paix et d'amitié, a rencontré mercredi son homologue chinois, M. Huang Hua.

Reprises le 21 juillet après une interruption de trois ans, ces négociations achevées tous les jours sur la rédaction d'une clause proposée par la Chine, par laquelle les deux pays affirmeraient leur opposition à toute tentative d'hégémonie en Asie. Cette clause vise l'U.R.S.S. qui a déjà manifesté son hostilité au projet.

Dans une interview publiée au Japon, M. Sonoda a laissé entendre qu'il espérait signer un accord avant que M. Hua Kuo-feng ne quitte Pékin pour une tournée en Europe de l'Est, lundi prochain. Il a précisé qu'il existe encore des divergences entre le Japon et la Chine au sujet de l'U.R.S.S. et que le traité ne devrait pas empêcher Tokyo de poursuivre sa politique de coopération avec Moscou. (A.F.P.)

Un ouragan s'approche des côtes de Florida. Le centre national des ouragans à Miami (Floride) a annoncé le mardi 8 août que la dépression tropicale « Cora » formée le lundi 7 août à plus de 2 000 km à l'est de Porto-Rico était devenue un ouragan, avec des vents atteignant 120 km/h. « Cora » ne présente de danger immédiat, soulignent les météorologues, mais l'ouragan va continuer à forcer pendant cinq ou six jours avant d'atteindre les côtes, où il pourrait occasionner des dégâts considérables, comme l'ouragan « Connie » qui s'était abattu en 1955 sur les Carolines. Les spécialistes estiment que « Cora » pourrait devenir un ouragan du Cap-Vert, nom donné aux dépressions se formant au large de l'Afrique et qui se renforcent considérablement au-dessus de l'océan avant d'aborder les côtes. (A.F.P.)

HYPOTHÈSES AUTOUR D'UN MARIAGE

Ceux qui passionnent les têtes célèbres se posent actuellement la même question que les lecteurs de romans d'espionnage : que fait seule à Athènes Mme Serge Koussov ? Naguère encore la présence dans la capitale grecque de Mme Christina Onassis n'avait rien de très normal. Aujourd'hui, celle de l'épouse d'un fonctionnaire soviétique, moins d'une semaine après son mariage à Moscou, surprend et alimente toutes les hypothèses.

La tante de l'intéressée, Mme Garoufalidis, peut bien multiplier les déclarations apaisantes, assurer que « tout va très bien entre les deux époux » et que Christina rejoindra son mari dans quelques jours, rien n'y fait. Pour les uns, l'héritière de l'empire Onassis est venue assister sa famille — laquelle, au demeurant, ne doit pas avoir attendu cette visite pour prendre quelques précautions susceptibles d'éclaircir le mystère flottant de changer subitement de pavillon. Pour d'autres, dont plusieurs quotidiens grecs, la jeune épouse veut déjà divorcer, battant ainsi ses précédents records de brièveté matrimoniale. Au contraire, répondent d'autres encore : Christina prépare en ce moment des activités « officielles » que les très officielles activités à la société d'affrètement maritime Soufracht. Le Kremlin tentant de mettre la main sur l'empire Onassis par l'intermédiaire d'un séducteur du K.G.B., c'est plus qu'un projet : c'est déjà un scénario.

En Grande-Bretagne CHATS EN FRAUDE : TROIS TOURISTES FRANÇAIS CONDAMNÉS

Trois touristes français, MM. Patrick Lacroix, vingt et un ans, son frère Dominique, dix-huit ans, et Mlle Monique Faloux-Vigne, vingt et un ans, qui habitent à Leval (Mayenne), ont été condamnés le mardi 8 août à Maidstone, dans le Kent (Grande-Bretagne), à trois ans de prison pour avoir fait entrer en fraude deux chats sur le territoire du Royaume-Uni.

Ils avaient passé la frontière sans encombre en dissimulant dans leur voiture une chatte et son chaton. Ils ont été dénoncés par un inspecteur britannique en Grande-Bretagne et plus longtemps possible de la rage, qui n'a encore jamais atteint leur pays. Tout animal domestique entrant sur le territoire du Royaume-Uni est automatiquement soumis à une quarantaine. Les amendes en cas d'infraction peuvent atteindre 10 000 francs par personne.

Le tribunal a donné le choix aux trois Français entre une amende de 5 000 francs chacun et une peine de prison. Les trois jeunes gens ne disposaient pas d'une somme aussi importante et le consulat de France a refusé de verser l'amende. Patrick, Dominique et Monique passeront donc leurs vacances dans une prison britannique. Les deux chats ont été placés en quarantaine dans le chenil de Folkestone ; ils risquent d'être abattus.

Les avis officiels de change de la France ont augmenté de 3,6 milliards de francs en juillet. Ils s'élevaient à 119,7 milliards de francs, contre 116,1 milliards de francs fin juin.

Un député à l'architecture coordonnera l'action des directions de l'architecture et de l'habitat. Cette décision de compromis devait être prise au conseil des ministres de ce mercredi 9 août sur proposition de M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, qui a mis au point la difficile réorganisation administrative de son ministère. Dans les départements, des chargés de mission à l'environnement seraient placés auprès des préfets.

Le numéro du « Monde » daté 9 août 1978 a été tiré à 498 368 exemplaires.

A B C D E F G

LA CRISE DE LA CONSTRUCTION NAVALE

Les propriétaires arabes des chantiers de La Ciotat ont l'intention de céder leurs actions à la France

M. Chafic Mouharram, président du conseil d'administration de l'Intrabank, a annoncé le 8 août à Beyrouth, la décision de son groupe de vendre au gouvernement français la participation de 89 % qu'il détient dans les chantiers navals de La Ciotat. Cette décision a été prise après l'entrevue qu'a eue M. Mouharram avec M. Saïd Raphaël, ministre libanais des finances, et au cours de laquelle a été étudiée la situation des chantiers navals provençaux.

L'Intrabank dont les actionnaires sont essentiellement le Koweït, le Qatar, et le Liban et dont le siège est à Beyrouth, détient 89 % du capital des chantiers de La Ciotat (140 000 actions d'une valeur totale estimée à 40 millions de livres libanaises, soit 66 millions de francs) par l'intermédiaire de plusieurs de ses filiales : Hall-Montaigne (43,41 %), Intra Investment Company (36,27 %), Sama (9,96 %). Les autres actions des chantiers navals de La Ciotat sont : le groupe Sulzer (3,27 %) ; le groupe Worms (5,45 %) et divers autres porteurs de participations.

La décision de l'Intrabank, a encore précisé M. Mouharram, a

été prise « après consultation des gouvernements représentés au sein du groupe » et l'acte de vente « interviendra dans le cadre des contacts diplomatiques existant entre ces gouvernements et la France ». Elle est motivée par les difficultés financières des chantiers français et qui tiennent, toujours selon M. Mouharram, à un ralentissement mondial des commandes de navires et à la mauvaise situation financière de la société. Cette situation a conduit les chantiers à licencier, en juillet dernier, mille trois cent quarante-sept salariés, a encore indiqué le président de l'Intrabank qui a précisé qu'une seconde liste de licenciements « était en préparation » et devrait être rendue publique à l'automne prochain.

A Paris, les milieux autorisés français se déclarent extrêmement surpris par cette décision de l'Intrabank qu'ils jugent « hors de propos » et dont ils n'ont eu jusqu'à présent aucune connaissance. Ils rappellent que les chantiers navals de La Ciotat sont une entreprise privée, qu'une loi publique l'Etat n'a pas à intervenir.

Pain, fruits et légumes, leçons de ski, etc... à l'ordre du jour du Comité national des prix

Le Comité national des prix se réunit ce mercredi 9 août pour donner son avis sur quatre projets d'arrêts, relatifs, respectivement, aux prix et conditions de vente du pain, de la viandeservie et de la pâtisserie fraîche, aux marges de gros des fruits et légumes, aux tarifs des cours collectifs et des leçons individuelles de ski, et à la libération des prix à la production de six entreprises industrielles.

PAIN ET PÂTISSERIE FRAÎCHE. — Les négociations avec la profession pour décider de la hausse du prix de ces produits se sont poursuivies jusqu'à la réunion du Comité, ce qui explique que le projet d'arrêt n'ait pas été adressé aux membres du Comité.

LES MARGES DE GROS DES FRUITS ET LÉGUMES. — Il s'agit d'étendre au commerce de gros des fruits et légumes frais et des pommes de terre les dispositions plus souples appliquées au commerce de détail par les arrêtés des 22 décembre 1977 (articles 2 et 3) et 31 mai 1978 (articles 1 et 2). La marge limite en valeur relative ne pour-

rait excéder 175 % de la marge brute moyenne en valeur relative pratiquée au cours de l'exercice comptable précédent, mais cette disposition s'appliquerait par lot.

COURS DE SKI. — Le projet d'arrêt étendrait un arrêté de l'accord national signé avec les professionnels (arrêté du 22 juillet 1977) : le prix maximum des cours collectifs s'établirait à 17 F par élève (deux heures et dix élèves), à 24 F par élève (deux heures et dix élèves), et le prix des cours particuliers à 50 F de l'heure en tout pour deux élèves, à 65 F de l'heure en tout pour cinq élèves. Le prix de l'engagement d'un professeur à la demi-journée ou à la journée reste librement débattu.

LIBÉRATION DES PRIX DE SIX ENTREPRISES, qui n'avaient pas respecté les engagements de modulation souscrits par leurs branches professionnelles et sont encore soumises à un régime réglementaire. Le projet d'arrêt leur rend la liberté des prix accordée au secteur industriel par l'arrêté du 31 mai 1978.

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

Quand le temps joue doublement.

• Pour nous qui prêtons à long terme pour l'achat de résidences principales ou secondaires, le temps sécurise nos garanties par la valorisation de la « pierre construite ».

• Pour les déposants, le temps récompense leur patience, car plus longue est la durée du placement, plus forte est la rémunération.

En 20 ans d'expérience, une double constatation : qualité de nos emprunteurs et fidélité de nos déposants.

Actuellement, 5 formules de placement sont à votre disposition vous offrant de **8,25 à 11,60%** Taux annuel actuariel brut.

Adressez-nous cette carte de vœux complétée, vous recevrez sans engagement le dossier Epargne SOB.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, boulevard d'Italie, 801 A /B.P. 31
MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7.
Affiliée à la Société bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.

Jp 11 de 150